

Economie

ALGERAC CHERCHE À ÉLARGIR LES CRÉNEAUX DE SA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

L'Organisme algérien d'accréditation "ALGERAC" cherche à élargir les créneaux de sa reconnaissance internationale obtenue en 2017 à de nouvelles normes, en réponse aux exigences du développement socioéconomique du pays, a déclaré à l'APS le Directeur général (DG) de l'organisme, Nouredine Boudissa.

“ALGERAC cherche à élargir sa reconnaissance internationale, actuellement limitée à trois domaines, pour inclure quatre autres domaines, lesquels joueront un rôle important dans la concrétisation des ambitions économiques du pays”, a soutenu M. Boudissa. A noter que l'organisme algérien a obtenu en 2017 sa reconnaissance internationale, par ses pairs européens (European for coopération accréditation), en tant qu'organisme national d'accréditation, sanctionnant un parcours débuté en 2014 ponctué de visites d'experts européens en Algérie. Sur la base de cette reconnaissance, ALGERAC est devenue un membre "à part entière" de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) après la signature de contrats multilatéraux. Une telle démarche faciliterait l'exportation des produits nationaux, en ce sens que les certificats de conformité délivrés par les organismes d'évaluation et les laboratoires algériens agréés auprès d'ALGERAC sont devenus valables à l'étranger. Cependant, cette reconnaissance comprend jusqu'à présent trois domaines seulement, à savoir : laboratoires et analyses, étalonnages, et inspection et contrôle. Dans l'objectif d'élargir les domaines d'accréditation



d'ALGERAC, une délégation d'experts relevant de l'Organisation européenne de coopération technique effectuée, depuis la semaine dernière, une visite en Algérie afin de procéder à une évaluation des activités de l'Organisme algérien à travers l'examen de ses méthodes de fonctionnement et les compétences utilisées, en sus de l'identification des obstacles entravant son rendement et les réformes devant être

menées conformément aux normes internationalement reconnues. Au terme de l'opération, qui est menée avec les experts de l'Organisme algérien, un rapport détaillé sera rendu sur la capacité d'"ALGERAC" à étendre sa reconnaissance internationale à de nouveaux domaines. L'ALGERAC vise actuellement l'obtention d'une reconnaissance internationale dans quatre (4) domaines en particulier, en l'occurrence la bio-

logie médicale (ISO/Comité technique international +CEI+ 15189), la certification des produits (ISO/CEI17065) et la certification des personnes (ISO/CEI 17024) et celle relative aux professions libres, aux activités individuelles et à l'évaluation de la conformité (ISO/CEI 17021-1). Le directeur général a également révélé qu'ALGERAC devra lancer, au cours de l'année 2022, l'examen des premières demandes

dans le domaine des certificats d'accréditation des systèmes de gestion de la qualité dans l'industrie des équipements médicaux (norme ISO 13485). M. Boudissa a également souligné que l'opération d'évaluation menée par des experts européens intervient dans le cadre de la préparation d'une opération d'évaluation globale par l'autorité européenne d'accréditation, qui devrait avoir lieu en février 2023.

R. N.

Google for startups MENA

ALGERIA VENTURE LANCE UN PROGRAMME D'ACCÉLÉRATION EN PARTENARIAT AVEC GOOGLE

L'accélérateur public de startups "AlgeriaVenture" a officiellement lancé, à Alger, un programme d'accélération de startups en partenariat avec le réseau "Google for startups MENA", et ce, en présence du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des startups, Yacine El-Mahdi Oualid.

Intitulé "Boost Entrepreneurship (BCEP)", ce programme, qui accueille une première promotion de 14 startups venues de sept wilayas du pays, vise à booster la croissance de ces jeunes pousses en les formant et en les accompagnant dans l'acquisition et le développement des compétences nécessaires, à travers des cours et des workshops. Lors d'un point de presse en marge de la cérémonie, M. Oualid a indi-

qué que ce programme permet aux startups concernées de bénéficier de formations dispensées par des cadres de Google dans le but de développer les compétences managériales et technologiques. Pour sa part, le directeur général d'Algeria Venture, Sid Ali Zerrouki, a fait savoir que ce programme en partenariat avec le réseau Google pour les startups de la région MENA, permet d'offrir "une formation de qualité et une accélération effective avec

l'appui de compétences et d'expertises internationales pionnières dans la formation d'écosystèmes leaders dans le monde". "Il s'agit aujourd'hui de la première promotion qui réunit 14 startups activant dans une dizaine de secteurs différents. Il y aura de nouvelles promotions prochainement avec l'objectif de parvenir à 100 startups accélérées d'ici la fin de l'année en cours", a expliqué M. Zerrouki. De son côté, le représentant de Google

chargé du développement de l'écosystème des startups dans la région MENA, Salim Abid, a souligné le soutien du géant de l'informatique "depuis plusieurs années" au profit des startups algériennes. "Actuellement, nous voulons soutenir l'ensemble des startups, des porteurs de projet et des étudiants. Durant les deux dernières années, nous avons formé près de 100.000 porteurs de projets et étudiants algériens autour des technologies les

plus modernes allant de l'intelligence artificielle aux clouds (stockage virtuel) en passant par le système Android, afin de transmettre l'expérience de Google à ces startups", a indiqué M. Abid. A noter que la première promotion bénéficiant de ce programme englobe des startups activant dans les TIC, la biotechnologie, l'intelligence artificielle, l'e-commerce, la logistique et l'éducation.

APS



OOREDOO SOUHAITE « AÏD EL FITR MOUBARAK » AU PEUPLE ALGÉRIEN

Transaction

Jeudi 28 avril 2022
N° 4164 Prix : 20 DAwww.Transactionalgerie.com
www.Transactionalgerie.DZQuotidien national
d'information économique

D'ALGERIE

Economie

ALGERAC CHERCHE
À ÉLARGIR LES CRÉNEAUX
DE SA RECONNAISSANCE
INTERNATIONALE P. 16

Ils permettront la création en tout de plus de 50 000 emplois

TOUT SUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT DÉBLOQUÉS



Un premier bilan de la grande opération de déblocage des projets d'investissement économique a été présenté par le ministère de l'Industrie et qui fait ressortir un total de 589 projets d'investissement entrés en exploitation effective, après avoir bénéficié d'une levée d'obstacles, pour permettre la création, dans un premier temps de 33.794 postes d'emploi et plus de 50 000 dans un deuxième temps. P. 3

Bureau du Conseil de la nation

LES MESURES DU PRÉSIDENT TEBBOUNE
POUR L'AMÉLIORATION DU NIVEAU
DE VIE DU CITOYEN SALUÉES P. 2

Produits alimentaires et énergie

LES TENSIONS
SUR LES PRIX
POURRAIENT
DURER PLUSIEURS
ANNÉES P. 4



Bureau du Conseil de la nation

LES MESURES DU PRÉSIDENT TEBBOUNE POUR L'AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE DU CITOYEN SALUÉES

Le Bureau du Conseil de la Nation a salué, dans un communiqué, les mesures annoncées récemment par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour améliorer le niveau de vie du citoyen et protéger son pouvoir d'achat.

Le Bureau du Conseil de la nation, présidé par M. Salah Goudjil, président du Conseil, "salue les mesures annoncées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de sa rencontre périodique avec les représentants de la presse nationale", précise le communiqué, soulignant que "ces mesures constituent une feuille de route et une nouvelle philosophie d'action courageuse et basée sur une volonté inébranlable". A cet égard, les composantes nationales concernées "sont appelées à emprunter la voie tracée par le Président de la République", ajoute la même source, mettant l'accent sur l'"impérieuse nécessité d'intensifier la coordination et la complémentarité institutionnelle notamment en cette période marquée par une bataille économique imposée par les mutations que vit le monde à plus d'un niveau, une situation aggravée par les graves implications et réper-



ussions induites par la pandémie de la Coronavirus, et qui a eu des conséquences sur notre pays à l'instar des autres pays du monde". Dans le même sillage, le Bureau du Conseil de la nation a rappelé les mesures "courageuses prises et dont la résultante a été la création de milliers de postes d'emploi, la relance de centaines de projets d'investissement gelés, ainsi que les

conséquences positives de l'introduction de l'allocation chômage et ses implications sur les bénéficiaires dans un cadre paternel entre le Président de la République et le peuple, qui est, à même de renforcer la confiance du peuple en les institutions de l'Etat". Le Bureau considère ces mesures comme étant le "couronnement et la concrétisation effective des engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", ajoute le communiqué. Il a, en outre, "insisté sur l'adhésion totale du Conseil de la nation à la démarche initiée par le Président Tebboune relative à la création d'une commission nationale chargée de la révi-

de la subvention des prix de certains produits de large consommation, dans le but de définir une politique conforme aux grandes orientations tracées" dans ce sens, ce qui est en mesure de "conforter la solidarité nationale et d'orienter ces subventions vers les couches sociales méritantes". Par ailleurs, à l'occasion de la fête internationale du travail, le Bureau du Conseil de la nation a tenu à "saluer l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, s'inclinant à cette occasion en hommage à leur résignation, leur héroïsme et les sacrifices consentis depuis l'aube de l'indépendance jusqu'à cette étape d'édification de l'Algérie nouvelle, en passant

par les batailles de la reconstruction", note la même source. Il a salué, dans ce cadre, les résultantes du dernier Conseil des ministres, notamment en sa dimension relative à la "préservation du caractère social de l'Etat, conformément aux principes de la proclamation du 1er Novembre 1954". Le Bureau du Conseil a également "salué les acquis réalisés et ceux en voie de l'être, au profit de la classe ouvrière, à la lumière des dernières déclarations du Président de la République, invitant les travailleuses et les travailleurs à poursuivre l'effort aux fins de conforter les capacités de gestion du développement durable national et contribuer, de ce fait, à la concrétisation des réformes dans le but d'insuffler le développement économique de la nouvelle Algérie". Il a enfin appelé la communauté nationale en général ainsi que les citoyennes et des citoyens, et à leur tête la jeunesse en sa qualité d'"avenir du pays et son cœur battant", à se mobiliser pour "concrétiser ces aspirations et leur traduction en réalité palpable de manière à permettre à l'Algérie d'occuper sa place naturelle et méritée dans le concert des Nations".

A. A.

Pétrole

LE BRENT PROGRESSE À PLUS DE 105 DOLLARS

Les prix du pétrole repartaient en légère hausse, après l'annonce de la suspension des livraisons de gaz russe à la Bulgarie et la Pologne, suite au non-paiement de ces deux pays de leurs achats en roubles.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin gagnait 0,58% à 105,60 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison le même mois prenait quant à lui 0,54% à 102,25 dollars. Le groupe russe Gazprom a annoncé mercredi avoir suspendu toutes ses livraisons de gaz vers la Bulgarie et la Pologne, assurant que ces

deux pays membres de l'Union européenne n'avaient pas effectué de paiement en roubles. Un arrêt confirmé par le gazier polonais PGNiG, "dans le cadre du contrat Yamal". Cette action explique également la réaction relativement modérée du prix européen du gaz naturel TTF, qui a touché les 127,50 euros le mégawattheure (MWh) mercredi avant de redescendre à 106,385 vers 09h25 GMT,

très loin de son record historique de 345,00 euros le MWh atteint début mars. Les approvisionnements russes assurent à l'Europe 40% de ses besoins en gaz naturel et 30% pour le pétrole. Les investisseurs ont également mercredi les yeux tournés vers le rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks de brut dans le pays.

APS

OOREDOO SOUHAITE « AÏD EL FITR MOUBARAK » AU PEUPLE ALGÉRIEN

A l'orée de la fête de l'Aïd el Fitr, Ooredoo, entreprise citoyenne par excellence, saisit cette occasion pour présenter ses meilleurs vœux de bonheur, de prospérité et de santé au peuple algérien. Fière d'avoir accompagné les Algériens tout au long du mois sacré du Ramadhan à travers des actions de solidarité et de bienfaisance, Ooredoo partage aujourd'hui avec tous les Algériens, la joie de l'Aïd El Fitr. Dans son message de vœux, le directeur général de Ooredoo, M. Bassam Yousef Al Ibrahim, a déclaré : « À l'occasion de Aid El Fitr, je présente en mon nom et au nom de tous les employés de Ooredoo nos vœux les plus sincères et les plus chaleureux de santé, de paix et de prospérité au peuple algérien. Fidèle à son statut d'Entreprise Socialement Responsable, Ooredoo a exprimé tout au long du mois sacré de Ramadhan, sa solidarité avec les Algériens en organisant des actions humanitaires et caritatives. Ooredoo s'engage à rééditer ses initiatives de bienfaisance, et de poursuivre sa stratégie d'entreprise citoyenne proche du peuple Algérien. » Il y a lieu de rappeler que Ooredoo a marqué sa présence durant le sacré de Ramadhan en organisant deux opérations de charité en partenariat avec deux associations. Il s'agit de « Ness El Khir Foundation » avec laquelle Ooredoo s'est associée pour une opération de don de colis alimentaires destinés aux franges démunies d'une dizaine de wilayas. Toujours dans le même élan de solidarité, Ooredoo a octroyé une contribution financière à l'association SOS 3ème âge en détresse « IHCENE » afin de l'accompagner tout au long du mois de Ramadhan dans son action de l'ouverture des restaurants « Errahma » au profit des jeunes et ce, à travers quatre wilayas du pays. Ooredoo reste fidèle à sa dimension d'entreprise citoyenne par excellence et réaffirme son engagement actif au sein de la société algérienne. Saha Aidekoum !

PROGRAMME DE JEUDI

T F I

- 08h30 : Téléshopping
- 09h20 : Météo
- 09h25 : Familles nombreuses : la vie en XXL
- 09h55 : Familles nombreuses : la vie en XXL
- 10h25 : Familles nombreuses : la vie en XXL
- 11h00 : Les feux de l'amour
- 11h45 : Petits plats en équilibre
- 11h50 : Les douze coups de midi
- 12h55 : Petits plats en équilibre
- 13h00 : Journal
- 13h40 : Petits plats en équilibre
- 13h45 : Météo
- 13h55 : Coup de foudre en terre inconnue
- 13h40 : Coup de foudre en direct
- 17h30 : Familles nombreuses : la vie en XXL
- 18h30 : Ici tout commence
- 19h10 : Demain nous appartient
- 19h55 : Météo
- 20h00 : Journal
- 20h45 : Habits demain
- 20h50 : Météo
- 21h00 : C'est Canteloup
- 21h10 : Une mère parfaite
- 22h05 : Une mère parfaite
- 23h10 : Esprits criminels



- 08h00 : Journal 08h00
- 08h15 : Télématin
- 09h30 : La maison des Maternelles
- 09h55 : La maison des Maternelles
- 10h10 : Consomag
- 10h20 : Amour, gloire et beauté
- 10h40 : Météo Outre-mer
- 10h45 : Tout le monde a son mot à dire
- 11h20 : Chacun son tour
- 11h50 : Tout le monde veut prendre sa place
- 12h40 : Ma ville, notre idéal
- 12h50 : Météo 2
- 13h00 : Journal 13h00
- 13h40 : Météo 2
- 13h44 : C'est bon à savoir
- 13h45 : La p'tite librairie
- 13h55 : Ça commence aujourd'hui
- 15h00 : Ça commence aujourd'hui
- 16h10 : Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
- 17h00 : Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
- 17h50 : Affaire conclue : la vie des objets
- 17h55 : Tout le monde a son mot à dire
- 18h30 : N'oubliez pas les paroles
- 19h05 : N'oubliez pas les paroles
- 19h40 : Météo 2
- 20h00 : Journal 20h00
- 20h35 : Météo 2
- 20h39 : Simplissime
- 20h40 : Basique, l'essentiel de la musique
- 20h45 : Un si grand soleil
- 21h10 : Envoyé spécial
- 23h00 : Complément d'enquête



- 08h00 : Roger
- 08h05 : Roger
- 08h15 : Roger
- 08h19 : Chouette, pas chouette
- 08h20 : Chouette, pas chouette
- 08h24 : Chouette, pas chouette
- 08h25 : Annie & Pony
- 08h35 : Annie & Pony
- 08h45 : Annie & Pony
- 09h00 : Annie & Pony
- 09h10 : Tom et Jerry Show
- 09h20 : Tom et Jerry Show
- 09h25 : Tom et Jerry Show
- 09h30 : Tom et Jerry Show
- 09h40 : Tom et Jerry Show
- 09h45 : Tom et Jerry Show
- 09h50 : Tom et Jerry Show
- 10h00 : Furiki
- 10h10 : Furiki
- 10h20 : Bestioles Motel
- 10h34 : Bestioles Motel
- 10h35 : Bestioles Motel
- 10h45 : Scooby-Doo : mission environnement
- 10h49 : En sortant de l'école
- 10h50 : Consomag
- 10h55 : Outremer le mag
- 11h30 : Météo
- 11h35 : Outremer l'info
- 11h49 : 12/13 : Météo régionale
- 11h50 : 12/13 : Edition de proximité
- 12h00 : 12/13 : Journal régional

- 12h18 : 12/13 : Météo régionale
- 12h25 : 12/13 : Journal national
- 12h55 : Météo à la carte
- 14h05 : Le Renard
- 15h15 : Le Renard
- 16h10 : Des chiffres et des lettres
- 16h50 : La p'tite librairie
- 17h00 : Slam
- 17h45 : Questions pour un champion
- 18h25 : C'est bon à savoir
- 18h29 : 19/20 : Météo régionale
- 18h30 : Le 18.30
- 18h50 : 18.30, la suite
- 19h00 : 19/20 : Journal régional
- 19h24 : 19/20 : Météo régionale
- 19h30 : 19/20 : Journal national
- 19h55 : En route pour la finale
- 20h00 : Saveurs de saison
- 20h20 : Plus belle la vie
- 20h45 : Tout le sport
- 21h00 : Ma maison de A à Z
- 21h05 : Météo
- 21h10 : Ma famille t'adore déjà
- 22h30 : Météo
- 22h39 : La France en vrai
- 23h31 : La France en vrai

CANAL+

- 08h06 : La boîte à questions
- 08h11 : Open Bar
- 08h15 : Un triomphe
- 09h58 : Tchi tcha
- 10h42 : Dirty Cops
- 12h26 : Le Plus
- 12h29 : La boîte à questions
- 12h38 : En aparté
- 13h12 : Schitt's Creek
- 13h35 : Pourquoi pas Evans ?
- 14h19 : Pourquoi pas Evans ?
- 15h06 : FamShing
- 16h30 : Sans un bruit 2
- 18h05 : Tchi tcha
- 18h48 : Groland le zapoi
- 19h00 : Open Bar
- 19h06 : The Tonight Show Starring Jimmy Fallon
- 19h50 : La boîte à questions
- 19h56 : En aparté
- 20h34 : En aparté
- 21h10 : Halo
- 22h06 : Halo
- 22h59 : Le cercle séries
- 23h42 : Les nouveaux explorateurs

arte

- 08h10 : Invitation au voyage
- 08h55 : Invitation au voyage : Nos inspirations
- 09h25 : Hambourg : les parrains de la pègre
- 10h10 : Hambourg : les parrains de la pègre
- 10h55 : Hambourg : les parrains de la pègre
- 11h40 : Délices de Sicile
- 12h25 : En thérapie
- 12h50 : Arte Journal
- 13h00 : Arte Regards
- 13h35 : Renoir
- 15h35 : Nomade des mers, les escalas de l'innovation
- 16h00 : Les parcs naturels portugais
- 16h55 : Magic Cities
- 17h40 : Invitation au voyage
- 18h25 : Invitation au voyage : Nos inspirations
- 19h00 : Fascinant Maghreb
- 19h45 : Arte Journal
- 20h05 : 28 minutes
- 20h50 : Le dessous des cartes : l'essentiel
- 20h55 : En thérapie
- 21h20 : En thérapie
- 21h40 : En thérapie
- 22h00 : En thérapie
- 22h25 : En thérapie
- 22h50 : Montagnes russes, le grand frisson
- 23h45 : Le camping : Toute une histoire !



- 08h30 : Les aventures de Paddington
- 08h50 : M6 Boutique
- 10h05 : Ça peut vous arriver
- 11h35 : Ça peut vous arriver chez vous
- 12h40 : Météo
- 12h45 : Le 12-45
- 13h35 : Météo
- 13h40 : Scènes de ménages
- 14h30 : Délicat amoureux
- 16h25 : Les reines du shopping
- 17h20 : Mieux chez soi
- 18h40 : Chefs à domicile - livraison exceptionnelle
- 19h45 : Le 19-45
- 20h10 : Météo
- 20h30 : Scènes de ménages
- 20h50 : Fevenoord Rotterdam / Marseille
- 22h50 : 100% Foot
- 23h10 : Cauchemar en cuisine

T F I 21h10 : Une mère parfaite



2 21h10 : Envoyé spécial



3 21h10 : Ma famille t'adore déjà



TRANSACTION D'ALGERIE

Quotidien d'information économique
 Édité par SARRL - SEDI -
 Coopératif El Feth, Bt 01, Local N°03, Said Hamdine, Alger

Tél.-Fax : 023.59.80.43
 Tél.-Fax : 021.60.96.63
 MOBILE : 06.61.55.65.92
 05.55.03.03.51
 Capital social : 100 000 DA
 RC : n° 04 B 96-4631
 CPA : n° 126 400 135 451153
 IF N° : 000416049019446
 Article N° : 16040601118

email : transactiondalgerie@yahoo.fr

● DIRECTEUR FONDATEUR
 DIRECTEUR DE PUBLICATION

Hamache Sid-Ahmed

Tél. Fax. : 021 60 96 63

IMPRESSION SIA Alger
 PUBLICITÉ ANEP
 1, avenue Pasteur, Alger.

Notre avis au volant du BMW iX xDrive40

Vaisseau amiral électrique de la marque, l'iX est le modèle le plus abouti, technologiquement parlant, à porter l'hélice bleue et blanche. Et si notre essai de la version xDrive50 nous avait déjà enthousiasmé, la découverte de sa version « d'entrée de gamme » n'est pas moins intéressante. A partir de quel prix devient-il indécent de parler de « finition de base » ? De « version d'entrée de gamme » ? Ou encore de « définition d'accès » ? Vous l'aurez compris, notre pimpant modèle d'essai, même s'il embarque la fiche technique la plus modeste de tous les iX, reste un engin incroyablement onéreux. 86 250 000 \$ au bas mot pour être précis, voire 101 305 000 \$ une fois les options ajoutées, au rang desquelles figurent notamment un toit panoramique en verre électrochrome capable de se teinter sur simple pression d'un bouton. Ce seul élément suffit d'ailleurs à rappeler le statut résolument haut de gamme et pour le moins singulier de l'auto. Avant même de pénétrer dans l'habitacle à la présentation novatrice (pour une BMW, s'entend) et à l'ambiance étonnante chaleureuse, ouvrir la portière met déjà la puce à l'oreille : la structure expose sans vergogne sa conception en plastique renforcé de fibre de carbone, non traité. Peu commun sur un SUV familial !



l'équation, le châssis en est une autre. Et contrairement au xDrive50 que nous avons aussi essayé, le 40 n'était équipé ni de la suspension pneumatique qui offre une filtration supérieure, ni des roues arrière directrices. Et contre toute attente, aucun des deux équipements ne s'avère indispensable !

Confortable et dynamique

D'une part parce que la suspension passive de série s'en sort admirablement pour concilier confort de haut vol (il n'y a guère que les dos-d'âne abruptes et les nids de poules qui génèrent quelques remontées sèches) et comportement dynamique satisfaisant. Sans se muer en sportive, l'iX se montre plaisant et capable d'un bon train, même sur le mouillé où il fait preuve d'un grip latéral étonnant. D'autre part parce que l'agilité est bien là, au point qu'on en oublie que l'on se pavane au volant d'un monstre de près de 5 m de long et 2 m de large ! Seul regret, la direction souffre du mal commun à une majorité de BMW récentes : la consistance est bonne, la directivité aussi, mais il n'y a quasiment aucune remontée d'information. Et quand le poids fini par saturer l'adhérence des pneus (des Pirelli PZero en 21 pouces et 255 de large, dans notre cas) sur les vifs change-

ments d'appuis, ce n'est pas des plus rassurants ! L'ESP veille heureusement au grain en se montrant efficace, étant assez rapide et fin dans ses interventions pour ne pas surprendre le conducteur. Enfin, côté freinage BMW a implémenté un très convaincant mode B qui s'active en tirant sur le petit sélecteur de vitesse. Non seulement il permet de récupérer une bonne dose d'énergie avec de fortes décélérations, mais c'est aussi un mode "One Pedal" qui permet de ralentir l'auto jusqu'à l'arrêt complet quand on relâche l'accélérateur, et ainsi de se passer de la pédale de frein dans la plupart des situations de conduite. Facile à doser, il ne faut que quelques kilomètres pour se faire à son fonctionnement enfantin.

Acte manqué

Entre des prestations routières dans la moyenne haute et une personnalité sans pareille, l'iX a de sérieux arguments à faire valoir sur un segment élitiste où se démarquer de la concurrence est indispensable pour espérer attirer les clients. Il n'y a qu'à voir son look on ne peut plus original pour s'en convaincre ! Et malgré quelques raffinements techniques en moins, la version xDrive40 est déjà très largement recommandable. Ne reste qu'un problème... de taille. La batterie accolée

à cette version la plus modeste n'affiche « que » 71 kWh de capacité utile, ce qui pourra s'avérer un peu juste dans un gros bestiau comme l'iX. L'ordinateur de bord s'est stabilisé à 22,7 kWh/100 km sur un parcours mixte d'une grosse centaine de kilomètres effectué sans jamais chercher à favoriser l'éco-conduite, ce qui laisse présager d'une efficacité correcte. Mais pourquoi diable avoir privé cet iX « premier prix » de la grosse pile de 105 kWh de son grand frère xDrive50 ? Certes, les performances auraient été bien moins impressionnantes. Mais entre une très grosse autonomie, un confort enviable, une qualité de fabrication sans faille, un habitacle réellement spacieux et des technologies de pointe, cette combinaison aurait aussi transformé l'iX en une électrique luxueuse apte à manger les kilomètres par centaines, faisant d'elle une voyageuse convaincante à moins de 100 000 \$. Sauf arrivée hypothétique de cette déclinaison dans le futur, les fortunés clients désirent recharger le moins possible, et qui craqueront pour l'ostentatoire bavarois, devront donc faire chauffer la carte bleue et se tourner vers l'iX xDrive50. C'est-à-dire se délester de 111 000 \$ sans même avoir touché aux options !

Automobile magazine

Notre essai et toutes nos mesures du Dacia Jogger ECO-G 100 5 places

■ La simplicité, ça a du bon. Le Jogger est un engin sans chichis mais pas sans qualités et que l'on peut choisir les yeux fermés avec son moteur de base carburant au GPL. Un peu break, un chouïa monoplace, le tout avec quelques zests de SUV, le nouveau Jogger mélange les genres sur 4,55 m de long, soit un gabarit entre les Peugeot 3008 et 5008, afin de séduire les familles y compris nombreuses avec une proposition à sept vraies places. De quoi davantage attirer l'attention que les Dokker et Lodgy d'hier. D'autant que Dacia a aussi fait des efforts à bord avec un poste de conduite intégralement repris de la Sandero. On retrouve donc un univers au dessin contemporain et construit

dans des matériaux certes durs mais suggérant une belle tenue dans le temps. Quant à l'équipement, il offre plus que le minimum vital dès le deuxième niveau de finition Confort, ici à l'essai, avec la climatisation manuelle, l'écran multimédia tactile de 8 pouces fonctionnant sous Android Auto ou CarPlay et le pratique radar de recul. Et pour ceux qui en veulent plus, les options, comme l'aide au stationnement avant ajoutant la caméra (en pack à 500 \$), s'affichent à des montants raisonnables.

De l'espace à tout va

Mais la principale qualité attendue, le Jogger l'offre de série, avec de l'espace à bord – et il y en a beaucoup sur

la large et confortable banquette arrière – ainsi que dans le coffre, particulièrement en version 5 places comme ici. Avec 520 dm³ relevés par nos soins, soit 100 dm³ de plus qu'un Peugeot 5008, qui n'est pas avare en la matière, le Jogger se révèle une bête de somme. Vous n'aurez pas intérêt à le dire trop fort, au risque d'être souvent de corvée de déménagement, car une fois la banquette arrière (2/3-1/3) rabattue, on triple la capacité (1740 dm³). Et il est possible d'en rajouter en hauteur puisque le Jogger reprend le pratique dispositif de la Sandero Stepway avec des barres de toits intégrées que l'on peut transformer, après quelques minutes de bricolage, en galerie. Malin?! Si le

Jogger a le sens du service, n'allez pas le prendre pour une camionnette à conduire. Comme les Duster et Sandero, il propose un comportement routier sain et serein, surveillé par des aides électroniques travaillant discrètement, freine plus que bien – 63 m à 130 km/h, c'est remarquable –, tout en offrant un bon confort général. Oui, il y a plus émouvant à mener et l'on peut regretter que sa direction soit à la fois trop légère et pas assez communicative. Il faut également admettre que l'engin, à l'emplacement très généreux (2,90 m), ne brille pas par son agilité et que son amortissement, sonore sur les grosses percussions, ne fait pas dans l'ultra-douillet.

Automobile magazine

Ils permettront la création en tout de plus de 50 000 emplois

TOUT SUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT DÉBLOQUÉS

Un premier bilan de la grande opération de déblocage des projets d'investissement économique a été présenté par le ministère de l'Industrie et qui fait ressortir un total de 589 projets d'investissement entrés en exploitation effective, après avoir bénéficié d'une levée d'obstacles, pour permettre la création, dans un premier temps de 33.794 postes d'emploi et plus de 50 000 dans un deuxième temps.



Par K. Bensalem

(plus de 250 emplois).

Le bilan, dont l'APS a obtenu une copie, fait ressortir que le nombre de projets qui sont effectivement entrés en phase d'exploitation représente près de 70% des projets libérés par le comité national et les comités de wilayas chargés du suivi et de la levée des obstacles, soit 854 projets d'investissement jusqu'au 24 avril en cours, des projets qui devront permettre la création de plus de 51.000 emplois. Le Comité national et ces comités de wilayas visent, globalement, à lever les obstacles sur 915 projets d'investissement achevés, mais toujours pas en phase d'exploitation pour des raisons d'ordre administratif. Après la mise en exploitation de tous ces projets en suspens, dont la valeur totale d'investissement est estimée à 538 milliards et 193 millions de DA, 52.187 emplois seront créés, selon la même source. Ces investissements consistent en des projets des Petites entreprises (10 à 49 emplois) à raison de 60%, contre 29% pour les projets des moyennes entreprises (50 à 250 emplois), de 7% pour les très petites entreprises (TPE) (1 à 9 emplois) et de 5% pour les grandes entreprises (GE)

198 projets sont liés aux industries agroalimentaires

Le secteur de la Chimie-caoutchouc-plastique compte 149 projets, soit 16% du total des projets concernés par la levée des obstacles, suivi par les Industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (141 projets), les services (122 projets), les Matériaux de construction-Céramique-Verre (108 projets), le tourisme (75 projets) et les industries du Bois-Liège-Papier (48 projets), les industries pharmaceutiques (38 projets), les industries textiles (14 projets), l'Agriculture-Pêche-Sylviculture (11 projets), la Santé (9 projets) et l'Energie (deux projets). Des obstacles ont été levés sur tous les projets en suspens au niveau de 26 wilayas, dont le taux oscille entre 80 et 98% dans 11 wilayas, 50 et 80% dans 11 autres et moins de 50% dans les wilayas restantes. Concernant les mécanismes pour la levée des obstacles, le ministère de l'Industrie a souligné l'existence d'une "complémentarité et d'une coordination parfaites" entre le comité national, les comités de wilayas et le médiateur de la République. Ces projets

sont traités en premier lieu au niveau local par un comité de wilaya, présidé par le wali et composé des secteurs de l'Industrie, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Habitat, de l'Energie, des Finances, des Ressources en eau, de l'Environnement et du Tourisme. Ledit comité étudie les causes ayant conduit à cette obstruction, en examinant chaque projet au cas par cas et les moyens de levée des obstacles selon sa nature, pour ensuite octroyer des autorisations exceptionnelles d'exploitation pour des projets qui peuvent être libérés au niveau local. Ces projets entrent donc immédiatement en phase d'exploitation, mais avec un délai accordé à l'investisseur pour se conformer aux lois et réglementations en vigueur, notamment en ce qui concerne les contrats de construction, les certificats de conformité et autres. Lorsque les comités de wilayas ne parviennent pas à lever les obstacles sur certains projets (cela dépassant leurs prérogatives), les dossiers des projets sont transférés au comité national pour être étudiés au niveau central. Présidé par le ministre de l'Industrie, le Comité national de levée des obstacles sur les projets en suspens est composé des

secrétaires généraux des ministères de l'Industrie, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Habitat, de l'Energie, des Finances, des Ressources en eau, de l'Environnement et du Tourisme. Les résultats des réunions périodiques du Comité sont consignés dans des rapports mensuels qui sont soumis au Premier ministre, tout en donnant des instructions à l'effet de leur prise en charge par les secteurs concernés. Les raisons entravant l'entrée en exploitation de ces projets sont liées principalement aux autorisations relatives aux actes d'urbanisme, notamment le permis de construire et le certificat de conformité, aux autorisations relatives à l'exploitation et aux décisions accordées par les services concernés et aux travaux relatifs aux routes. Il s'agit aussi des VRD et réseaux d'assainissement, aux demandes de changement de l'activité et du partenaire dans le projet d'investissement, au foncier industriel et aux obstacles relatifs aux aspects techniques du projet (autorisation d'entrée des techniciens étrangers en Algérie et les matières premières). Ajoutés à cela, des projets qui sont restés en suspens du fait de difficultés financières ou étant en justice,

ou en raison de l'exploitation illégale de terres agricoles ou du fait de raisons propres à l'investisseur. Concernant les projets en suspens se trouvant en justice, le Comité national estime qu'ils ne relèvent pas de ses compétences. Cependant pour les projets qui continuent à être concrétisés en dépit des poursuites judiciaires, l'examen de ces dossiers doit se faire par les comités de wilaya, en vue de prendre les mesures conservatoires indispensables avant qu'ils n'atteignent une étape avancée de réalisation.

746 projets en suspens en cours de réalisation

Par ailleurs, le ministère de l'Industrie a entamé le recensement des projets d'investissement en suspens "qui sont en cours de réalisation", en vue d'en lever les obstacles, de même que pour les projets en suspens achevés (dont le nombre est de 915 projets). A ce jour, 746 projets en suspens en cours de réalisation et devant assurer 48.206 autres postes d'emploi, ont été enregistrés. Au regard de l'écart entre les taux de réalisation des projets et les raisons de leur retard, le Comité national œuvre à la détermination des voies appropriées, en vue de les prendre en charge dans les plus brefs délais, selon le ministère de l'Industrie qui a affirmé que l'examen de ces dossiers se fait "au cas par cas", après que les walis aient fourni des fiches techniques détaillées sur la situation de ces projets, avec toutes les clarifications sur les raisons de leur arrêt et leur impact économique. Généralement, les entraves les plus importantes qui se dressent face aux investissements en suspens en cours de réalisation, sont les actes d'urbanisme, les décisions d'octroi de concessions, le raccordement aux différents réseaux (gaz, eau, électricité...), le changement de dénomination sociale, le financement bancaire, l'aménagement des zones industrielles, les zones d'activité, l'exploitation illégale des terres agricoles, ainsi que les poursuites judiciaires.

K. B.

Produits alimentaires et énergie

LES TENSIONS SUR LES PRIX POURRAIENT DURER PLUSIEURS ANNÉES

Le conflit en Ukraine a provoqué un choc majeur sur les marchés des produits de base et modifié la physionomie des échanges, de la production et de la consommation dans le monde. Selon la dernière édition du rapport « Commodity Markets Outlook » publiée par la Banque mondiale, les prix vont se maintenir à des niveaux historiquement élevés jusqu'à la fin de 2024.

Par Abdelkrim Sahli

La hausse des prix de l'énergie au cours des deux dernières années a été la plus importante depuis la crise pétrolière de 1973 relève la Banque mondiale. Celle des matières premières alimentaires — dont la Russie et l'Ukraine sont de grands producteurs — et des engrais, dont la production dépend du gaz naturel, n'a jamais été aussi forte depuis 2008. « Les prix de l'énergie vont probablement grimper de plus de 50 % en 2022 avant de baisser en 2023 et 2024 » prévoit l'institution finan-

Partenariat LA BNA ET LA SAA SIGNENT UN ACCORD POUR RENFORCER LEUR COLLABORATION

La Banque nationale d'Algérie (BNA) et la Société nationale d'assurance (SAA) ont signé un accord cadre de partenariat en vue de renforcer leur collaboration, a indiqué la banque dans un communiqué. Cet accord a été paraphé par le directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou et le PDG de la SAA, Nacer Sais, lors d'une cérémonie tenue lundi au siège de la SAA à Alger, en présence des cadres des deux entités publiques. "L'accord vient donner un nouvel élan aux échanges déjà existants et de les hisser à un partenariat stratégique entre ces deux acteurs majeurs du secteur financier national", selon le communiqué. Il se traduira, entre autre, par le lancement prochain de la vente de certains produits d'assurance dommage de la SAA, via les guichets de la BNA dans le cadre de la Bancassurance, précise la même source. A cette occasion, les dirigeants des deux compagnies ont fait part de leur "conviction quant à la nécessité de travailler ensemble, de développer des synergies et de rassembler les compétences de leurs équipes respectives, à l'effet de relever le défi de l'amélioration continue de la qualité des prestations fournies à leur clientèle commune". Il s'agit également de s'inscrire dans la droite ligne des orientations des pouvoirs publics consistant à se rapprocher davantage des consommateurs des produits financiers et d'assurance en leur offrant un service de proximité, ont affirmé les deux responsables.

APS



cière internationale. Quant à ceux des biens non énergétiques, notamment les produits agricoles et les métaux, ils devraient augmenter de près de 20 % en 2022, puis diminuer également au cours des années suivantes. En raison des perturbations du commerce et de la production consécutive à la guerre, le cours du pétrole brut (Brent) devrait atteindre une moyenne de 100 dollars le baril en 2022, ce qui correspond à son plus haut niveau depuis 2013 et à une augmentation de plus de 40 % par rapport à 2021. Il devrait baisser à 92 dollars en 2023, ce qui sera bien au-dessus de la moyenne sur cinq ans de 60 dollars le baril. Les cours du gaz naturel (européen) devraient être deux fois plus élevés en 2022 qu'en 2021, tandis que les prix du charbon devraient être 80 % plus élevés, soit des sommets historiques dans les deux cas. Selon les prévisions de la Banque mondiale, les cours du blé devraient augmenter de plus de 40 % et atteindre un niveau record en valeur nominale

cette année, ce qui pénalisera les économies en développement qui dépendent des importations de blé, notamment en provenance de Russie et d'Ukraine. Dans son dossier spécial, le rapport analyse de façon approfondie l'impact du conflit ukrainien sur les marchés des produits de base et la manière dont ces marchés ont réagi à des chocs analogues par le passé. Il ressort de cette analyse que les répercussions du conflit pourraient être plus durables que celles des chocs précédents, et ce pour au moins deux raisons. Premièrement, il est moins facile aujourd'hui de remplacer les produits énergétiques les plus affectés par d'autres sources fossiles, car les augmentations de prix ont été généralisées à tous les combustibles. Deuxièmement, par un effet boule de neige, la hausse des cours de certains produits de base entraîne d'autres augmentations : les prix élevés du gaz naturel ont ainsi fait grimper ceux des engrais, ce qui a exercé une pression à

la hausse sur les prix agricoles. En outre, les réponses politiques ont jusqu'à présent privilégié les réductions d'impôts et les subventions — qui aggravent souvent les insuffisances de l'offre et les pressions sur les prix —, au détriment de mesures à long terme visant à réduire la demande et à favoriser d'autres sources d'approvisionnement. Le conflit induit en outre des circuits commerciaux plus coûteux qui risquent d'entraîner une inflation plus durable et une réorientation majeure des échanges sur le marché de l'énergie. À court terme, la hausse des prix menace de perturber ou de retarder la transition vers des formes d'énergie plus propres. Plusieurs pays ont en effet annoncé leur intention d'augmenter la production de combustibles fossiles. Les prix élevés des métaux font également grimper le coût des énergies renouvelables qui dépendent par exemple de l'aluminium et du nickel pour les batteries.

A. S.

Communication

M. BOUSLIMANI REÇOIT L'AMBASSADEUR DE L'ETAT DU QATAR EN ALGÉRIE

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a reçu à Alger, l'ambassadeur de l'Etat du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Naama Al Naama avec lequel il a examiné les moyens de renforcement des relations de partenariat entre les deux pays, notamment dans le domaine des médias, indique un communiqué du ministère.

Selon la même source les deux parties ont exprimé la disposition de l'Algérie et du Qatar à renforcer davantage les relations de partenariat dans le domaine des médias, et à ouvrir de nouvelles perspectives à la coopération entre les deux pays. A cette occasion, le ministre de la Communication a rappelé que l'Algérie "s'apprête cette année à

organiser des rendez-vous importants, notamment le Sommet arabe, le 60^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, et les Jeux méditerranéens", a souligné la même source relevant que l'ambassadeur qatari a exprimé la disponibilité de son pays à accompagner médiatiquement ces événements. Les deux parties ont également insisté sur "la

nécessité de donner un nouvel élan à la coopération dans le domaine des médias et de la communication, de sorte à refléter la convergence des visions et des idées, notamment à la lumière de la récente visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Qatar", conclut le communiqué.

APS

WALL ST GLISSE SUR LES CRAINTES DE RALENTISSEMENT MONDIAL

Les indices boursiers américains ont chuté lundi, prolongeant une forte vente de la semaine dernière alors que les craintes concernant les épidémies de COVID-19 en Chine ont effrayé les investisseurs déjà inquiets de l'accélération des hausses de taux d'intérêt aux États-Unis qui entravent la croissance économique. Les inquiétudes se sont répercutées sur les marchés mondiaux, les actions chinoises marquant leur plus forte chute depuis une vente provoquée par une pandémie en février 2020 et les actions européennes tombant à leur plus bas niveau en plus d'un mois par crainte de restrictions strictes en Chine. Tous les principaux secteurs S&P ont chuté, les actions énergétiques (.SPNY) chutant de 4,1 % alors que les prix du Brent ont chuté de près de 5 % vers 100 \$ le baril. D'autres secteurs sensibles à l'économie tels que les matériaux (.SPLRCM), la finance (.SPSY) et l'industrie (.SPLRCI) ont également été touchés, chutant de près de 2 %. "Les blocages en Chine s'aggravent. Cela ralentit la croissance économique générale et crée également des problèmes de chaîne d'approvisionnement qui continueront de rendre l'inflation mauvaise et de réduire la croissance des bénéfices aux États-Unis", a déclaré Christopher Grisanti, stratège en chef des actions chez MAI



Capital Management à New York. "Je ne pense pas que nous ayons encore vu le fond. Nous n'avons pas encore eu cette grosse vente où nous avons d'énormes volumes." L'indice de volatilité CBOE (.VIX), connu sous le nom de jauge de peur de Wall Street, a atteint son plus haut niveau depuis la mi-mars à 30,1 points. Les investisseurs Google-parent Alphabet Inc (GOOGL.O), Microsoft Corp (MSFT.O), Amazon.com Inc (AMZN.O) et Apple Inc (AAPL.O) publier des résultats trimestriels. Les résultats

sombres de la pandémie chérie Netflix (NFLX.O) ainsi que la flambée des rendements obligataires ont frappé les actions à forte croissance la semaine dernière, portant les pertes depuis le début de l'année dans le Nasdaq à haute technologie (.IXIC) à 18,4%. Pendant ce temps, l'indice de référence S&P 500 (.SPX) est en baisse de 11,1 % depuis le début de l'année. Les traders tablent sur de grands mouvements de la part de la Réserve fédérale cette année pour contrôler l'inflation après une série de remarques bellicistes de la part des décideurs. La semaine dernière, le président de la Fed,

Jerome Powell, a donné le signe "go" à une hausse des taux d'un demi-point en mai et a signalé qu'il serait ouvert à "l'amorçage initial" du retrait de la banque centrale américaine de la politique monétaire super accommodante. Les marchés monétaires s'attendent à ce que la Fed relève ses taux d'intérêt d'un demi-point lors des deux prochaines réunions de la banque centrale. À 10 h 03 HE, le Dow Jones Industrial Average (.DJI) était en baisse de 415,23 points, ou 1,23 %, à 33 396,17, le S&P 500 (.SPX) était en baisse de 56,93 points, ou 1,33 %, à 4 214,85, et le Nasdaq Composite

(.IXIC) était en baisse de 104,93 points, ou 0,82%, à 12 734,36. Coca-Cola Co (KO.N) a légèrement augmenté de 0,6 % après avoir dépassé les prévisions de revenus et de bénéfices trimestriels, aidée par des prix élevés et un rebond de la demande pour ses sodas dans les théâtres et les restaurants. Près d'un tiers des sociétés de l'indice S&P 500 doivent faire rapport cette semaine. Sur les 99 entreprises du S&P 500 qui ont publié des bénéfices vendredi, 77,8 % ont dépassé les attentes des analystes, selon les données de Refinitiv. Dans l'actualité des fusions et acquisitions, Twitter Inc (TWTR.N) a augmenté de 3,8% après que des sources ont déclaré à Reuters qu'il était sur le point d'accepter la "meilleure et dernière" offre du chef de Tesla Inc (TSLA.O) Elon Musk de 54,20 \$ par action en espèces. Silicon Motion Technology Corp a bondi de 7,7% après qu'un rapport a déclaré que le fabricant de puces envisageait une vente. Les émissions en baisse ont dépassé en nombre les avances pour un ratio de 4,25 pour 1 sur le NYSE et un ratio de 2,03 pour 1 sur le Nasdaq. L'indice S&P a enregistré un nouveau plus haut sur 52 semaines et 47 nouveaux plus bas, tandis que le Nasdaq a enregistré 16 nouveaux plus hauts et 343 nouveaux plus bas.

Reuters

LA RÉBELLION DES INVESTISSEURS DU CREDIT SUISSE CONTRE L'ACTION CLIMATIQUE S'INTENSIFIE AVANT L'ASSEMBLÉE ANNUELLE

Un groupe d'investisseurs du Credit Suisse (CSGN.S) faisant pression pour une action climatique plus rapide au sein de la banque suisse a plus que doublé de taille, augmentant la pression sur son conseil d'administration avant son assemblée annuelle des actionnaires vendredi. Le Credit Suisse, ainsi que d'autres grandes banques, subissent la pression des investisseurs pour qu'ils cessent de financer le développement des combustibles fossiles afin de limiter le changement climatique et d'aider les entreprises à s'éloigner d'une économie à forte intensité de carbone. Onze actionnaires du Credit Suisse ont initialement déposé une résolution en mars exhortant la banque à réduire son exposition aux actifs liés aux combustibles fossiles. Ce

groupe, avec un actif collectif de 2,4 milliards de dollars, comprenait le plus grand gestionnaire d'actifs d'Europe, Amundi (AMUN.PA). Le Credit Suisse a décidé de fixer de nouveaux objectifs pour réduire les émissions liées à son portefeuille de prêts, mais les investisseurs ont déclaré qu'ils n'étaient pas allés assez loin. Désormais, d'autres actionnaires ont rejoint le groupe prévoyant de soutenir la résolution climatique, notamment Legal & General Investment Management (LGEN.L) et Aviva Investors (AVL). Il y a maintenant 31 investisseurs, avec des actifs combinés sous gestion de plus de 5 000 milliards de dollars, qui ont pré-déclaré leur soutien. Parmi les autres bailleurs de fonds figurent le plus grand fonds de pension suisse BVK, l'investisseur danois Sparinvest, l'assureur suédois

Folksam, l'investisseur durable Grünfin et les investisseurs publics britanniques Northern LGPS et Border to Coast Pensions Partnership. La nécessité d'une action plus rapide pour limiter les émissions a été soulignée par les climatologues de l'ONU qui ont déclaré que la fenêtre d'action pour prévenir les pires effets du réchauffement climatique se fermait rapidement. "Compte tenu du risque systémique posé par le changement climatique, il est essentiel que des entreprises telles que le Credit Suisse agissent rapidement pour s'assurer qu'elles font partie de la solution", a déclaré Jane Firth, responsable de l'investissement responsable chez Border to Coast. "En soutenant cette résolution d'actionnaires, nous espérons voir le Credit Suisse prendre des mesures

concrètes pour s'assurer que ses informations et ses objectifs couvrent l'ensemble de l'activité du marché des capitaux, en s'assurant qu'il respecte un calendrier conforme à l'accord de Paris." La résolution, coordonnée par l'ONG d'investissement responsable ShareAction et la Fondation Ethos, avec le soutien de l'Association suisse pour l'investissement responsable, sera la première résolution d'actionnaires de ce type à être proposée à une entreprise suisse. "Nous félicitons les investisseurs qui ont aujourd'hui déclaré à l'avance leur soutien à la résolution menée par les actionnaires sur le risque climatique au Credit Suisse", a déclaré Jeanne Martin, responsable de campagne senior chez ShareAction. "Voter pour cette résolution envoie un signal fort à la banque que les

investisseurs s'attendent à ce qu'elle publie une stratégie climatique fondée sur la science qui couvre toutes ses principales activités de financement. Nous appelons les autres investisseurs à emboîter le pas." La deuxième plus grande banque de Suisse sera examinée sur plusieurs fronts lors de la réunion de vendredi, les conseillers en vote recommandant aux actionnaires de rejeter la demande du conseil d'administration de décharger les dirigeants de leur responsabilité pour l'exercice 2020 suite à une série de scandales coûteux. Un autre actionnaire est un groupe qui demande un audit spécial des actions de la banque. La banque a depuis également averti qu'elle ferait état d'une perte au premier trimestre mercredi. 1 \$ = 0,7862 livres 1 \$ = 0,9322 euros

Reuters

Explication COALITIONS ET COHABITATION? LE PAYSAGE POLITIQUE CHANGEANT DE LA FRANCE

■ Pour Emmanuel Macron réélu, l'attention se tourne rapidement vers les élections législatives de juin lorsque, comme le suggère la lecture du second tour de victoire de dimanche, il pourrait avoir du mal à obtenir la majorité législative claire que les électeurs français ont tendance à accorder à leurs présidents. Qu'il le fasse ou non, le résultat de ce scrutin à deux tours façonnera son second mandat. Voici un explicateur sur la façon dont le paysage politique français pourrait changer. Par inclination centriste, Macron a viré à droite lors de son premier mandat. Il a ensuite fait des ouvertures vers la gauche à l'approche du vote de réélection pour aider à pousser sa candidature au-delà de la ligne – une stratégie d'opportunisme qui l'a laissé prompt à reconnaître dimanche que beaucoup avaient probablement voté pour lui pas par conviction, mais pour garder l'extrême droite du pouvoir. La façon dont Macron se positionnera ensuite dépendra de s'il remporte la majorité en juin, s'il devra constituer une coalition ou s'il est obligé d'inaugurer une période de ce qu'on appelle la cohabitation en choisissant un Premier ministre dans l'opposition. En cohabitation, les relations politiques au sein de l'exécutif sont souvent tendues. Les pouvoirs du président sont sévèrement limités, conservant l'influence sur la politique étrangère mais cédant la responsabilité de la plupart des questions politiques quotidiennes au gouvernement. Depuis que la France a aligné ses mandats présidentiel et parlementaire en 2002, les électeurs ont toujours donné la majorité au président élu. Une autre raison de penser que les choses pourraient être moins claires cette fois-ci est que plus de la moitié des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle étaient pour des candidats d'extrême droite et d'extrême gauche. Les scrutins parlementaires offrent à ces mêmes électeurs la possibilité de contrôler Macron. Le candidat présidentiel d'extrême gauche Jean-Luc Mélenchon, qui a obtenu 7,7 millions de voix au premier tour et dont les électeurs ont contribué à assurer la victoire éventuelle de Macron, a déjà qualifié les élections de juin de "troisième tour" du cycle électoral. Le parti La République en marche de Macron a entre-temps eu du mal à s'ancrer au niveau local et le mécontentement du public à l'égard du président reste élevé. Mais si Macron peut avoir besoin de former une coalition d'alliés pour maintenir son emprise sur le pouvoir, dans un paysage politique fragmenté, il en serait de même pour ses principaux rivaux. Après avoir terminé troisième au premier tour, Mélenchon s'est présenté aux électeurs de gauche en tant que prochain Premier ministre français, et son parti La France Insoumise (France Insoumise) fait pression pour une alliance de gauche sans précédent avec le Parti Communiste, les Verts et le centre-parti socialiste de gauche. Des négociations sont en cours avec les Verts.

Reuters



LES ÉTATS-UNIS VONT BIENTÔT ROUVRIRE L'AMBASSADE DE KIEV, SELON LA RUSSIE, QUI A ÉCHOUÉ DANS SES OBJECTIFS DE GUERRE

Les États-Unis rouvriront bientôt leur ambassade en Ukraine, a déclaré lundi son chef de la diplomatie après que lui et le secrétaire américain à la Défense se soient rendus à Kiev, promettant davantage d'aide militaire et saluant la lutte contre l'invasion russe.

Le secrétaire d'État Antony Blinken et le secrétaire à la Défense Lloyd Austin ont déclaré que le fait d'avoir pu se rendre dans la capitale ukrainienne était la preuve de sa ténacité à forcer Moscou à abandonner son assaut contre Kiev le mois dernier. "Ce que vous avez fait pour repousser les Russes dans la bataille de Kiev est extraordinaire et franchement inspirant pour le reste du monde", a déclaré Austin au président Volodymyr Zelenskyy lors d'une réunion dans la nuit après un voyage en train depuis la Pologne. "Nous sommes là pour vous soutenir de toutes les manières possibles." Blinken a salué le succès de l'Ukraine "pour repousser cette horrible agression russe". "En ce qui concerne les objectifs de guerre de la Russie, la Russie a déjà échoué et l'Ukraine a déjà réussi", a déclaré Blinken lors d'un briefing en Pologne sur le chemin du retour. Austin a déclaré: "Nous voulons voir la Russie affaiblie au point qu'elle ne puisse pas faire le genre de choses qu'elle a faites en envahissant l'Ukraine." Des responsables américains ont déclaré qu'Austin et Blinken avaient promis une nouvelle aide d'une valeur de 713 millions de dollars à l'Ukraine et à d'autres pays de la région. Une aide militaire supplémentaire de 322 millions de dollars à l'Ukraine porterait l'aide totale des États-Unis à la sécurité depuis l'invasion à environ 3,7 milliards de dollars, a déclaré un responsable. Cela aiderait les forces armées ukrainiennes à passer à des systèmes d'armes et de défense aérienne plus avancés qui étaient essentiellement compatibles avec l'OTAN, a ajouté le

responsable. L'ambassadeur de Russie à Washington a déclaré que Moscou avait envoyé une note diplomatique demandant l'arrêt des expéditions d'armes américaines vers l'Ukraine. La Russie a toujours nié avoir l'intention de renverser le gouvernement ukrainien. Les pays occidentaux disent que c'était son objectif dès le départ, mais il a échoué face à la résistance ukrainienne. Il y a quelques semaines à peine, Kiev était une ville de première ligne soumise à un couvre-feu et à des bombardements, avec des dizaines de milliers de soldats russes massés dans sa périphérie nord et des habitants à l'abri de l'artillerie dans ses stations de métro. Aujourd'hui, les troupes russes les plus proches sont à des centaines de kilomètres, la vie normale revient dans la capitale, les dirigeants occidentaux sont en visite et les pays rouvrent leurs ambassades. Blinken a déclaré que les diplomates américains retourneraient d'abord dans la ville occidentale de Lviv et devraient être de retour à Kiev dans quelques semaines. La Maison Blanche a annoncé que le président Joe Biden avait nommé Bridget Brink, désormais ambassadrice des États-Unis en Slovaquie, pour être la nouvelle envoyée à Kiev. Le poste est vacant depuis près de trois ans. Mais bien que l'Ukraine ait repoussé l'assaut contre Kiev, la guerre est loin d'être terminée. La Russie a regroupé ses forces et envoyé davantage de troupes dans l'est de l'Ukraine. La semaine dernière, il y a lancé un assaut massif pour tenter de s'emparer des provinces orientales connues sous le nom de Donbass. Cinq gares ont

essuyé des tirs dans l'ouest et le centre de l'Ukraine lundi et il y a eu un nombre indéterminé de victimes, a indiqué la télévision ukrainienne citant les chemins de fer ukrainiens. Oleksander Kamyshin, le chef de l'entreprise, a déclaré que les attaques avaient eu lieu en l'espace d'une heure. L'ensemble du pays a été placé sous un avertissement de raid aérien inhabituellement long pendant deux heures lundi matin. De l'autre côté de la frontière, dans la région russe de Bryansk, près du nord-est de l'Ukraine, les autorités luttaient contre un énorme incendie dans un dépôt de carburant. Aucune des deux parties n'a publiquement lié l'incendie à la guerre, mais la Russie avait accusé l'Ukraine d'une attaque par hélicoptère dans cette région la semaine dernière. Des images non vérifiées sur Internet ont montré une explosion soudaine, et d'autres images montrent des incendies à deux endroits distincts simultanément. Dans le passé, l'Ukraine a refusé de commenter ou a nié les accusations de frappes transfrontalières. Le président russe Vladimir Poutine a déclaré que Moscou avait déjoué une tentative d'assassinat d'un journaliste russe de haut niveau par des agents ukrainiens soutenus par l'Occident. Le service de sécurité du FSB a déclaré avoir arrêté un groupe qui envisageait de tuer Vladimir Solovjev, animateur d'un talk-show sur la principale chaîne de télévision publique russe et l'une des voix les plus en vue en faveur de l'invasion. Le service de sécurité de l'État ukrainien a nié lundi avoir l'intention de tuer Solovjev.

Reuters

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire
وزارة السكن والعمران والمدينة
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE TIPAZA
SERVICE DES ÉTUDES ET D'ÉVALUATION
مصلحة الدراسات والتقييم

MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE TIPAZA
SERVICE DES ÉTUDES ET D'ÉVALUATION

№ 1 : / DEPI / / SEE / 2022
2022م ت ع ل / م ت ع ل / 2022

MISE EN DEMEURE N° 01
Direction des équipements publics de la wilaya de Tipasa

-Vu Le contrat N°1891 approuvé le 30/11/2014 relatif à l'étude et suivi pour la réalisation d'un Service d'hémodialyse et un service de néphrologie au niveau de l'établissement hospitalier de KOLEA.
-Vu l'ODS N° 43 d'entamer l'étude en date du 15/12/2014 de la part de la direction de la santé et de la population.
-Vu la décision N° 26 en date de 05/04/2022 contenant le transfert de l'étude et suivi relatifs à la réalisation d'un Service d'hémodialyse et un service de néphrologie au niveau de l'établissement hospitalier de KOLEA.
-Vu le non sérieux et le retard causé par le BET de nous transmettre le devis quantitatif et estimatif corrigé, suivant les orientations et recommandations émises lors de la dernière réunion en date de 31/03/2022 et de nous transmettre les plans sur CD.
-Vu notre envoi N° 84/431 en date de 26/01/2022, et notre envoi N°1335/268 en date de 23/03/2022 à la direction de la santé et de la population à fin de programmer une séance de travail avec le BET DIAA.
-Vu notre envoi N° 924/162 en date de 28/02/2022 au BET DIAA pour la mise en demeure rélère.
-Vu notre envoi N° 1673/325 en date de 11/04/2022 au BET DIAA pour programmer une séance de travail.
Vu le Procès Verbal issu de la séance de travail qui a eu lieu au siège de la DEP en date de 31/03/2022.
Vu le retard enregistré à cause de cette négligence.
Vu le non respect des clauses du contrat et notamment l'article N°09.
Vu l'injoignable des appels avec le BET DIAA.
Vu l'abstention de BET DIAA d'assister aux réunions programmées par la DEP.

A cet effet, le bureau d'étude DIAA géré par FELLALI KENZA sis à la rue 01 Novembre Bouismail, est mis en demeure de :

- Respecter les clauses du contrat relatif à l'étude.
- Assister aux réunions programmées par la direction des équipements publics.
- Répondre aux appels téléphoniques et se présenter au siège de la direction des équipements publics de la wilaya de Tipasa dans le plus bref délai.
- Transmettre le devis quantitatif et estimatif corrigé, suivant les orientations et recommandations émises lors de la dernière réunion en date de 31/03/2022 et de nous transmettre les plans sur CD.

Un délai de Quarante huit (48) heures vous est accordé à compter de la date de la parution de cette mise en demeure dans le journal officiel.

Dans le cas contraire, Le non respect de ce délai, des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur seront prises à l'encontre de votre Bureau selon l'article 20 du contrat.

TRANSACTION D'ALGERIE N° 4164/28-04-2022 ANEP N°22 16007 775

anep Editions
Célébration du PATRIMOINE du Le plaisir de lire

50, rue Khelifa Boukhelifa, BP 355, Alger-Gare
Tél/Fax : +213 (0)21 23 89 61
edition@anep.com.dz
direction@anep.com.dz
www.anep.com.dz/editions

LIBRAIRIE CHAÏB-DZAIR
1, avenue Pasteur, Alger-Centre
Tél/Fax : +213 (0) 21 71 69 66
chaib.dzair@anep.com.dz
librairiechaibdzair@gmail.com

LIBRAIRIE AMAR-LASHKI
28, rue Ali Rachadi, Cours de la révolution, Annaba
Tél : +213 (0) 38 42 82 78
amar.lashki@anep.com.dz

Vente en ligne : store-anep.poste.dz

du 18 Avril au 18 Mai 2022

TRANSACTION D'ALGERIE N° 4164/28-04-2022 ANEP GRATUIT 0057

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة السكن والعمران والمدينة
بюро الترقية والتعبير العقاري
التيسمسيلت

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE
DE TISSEMSILT

№ 1891 / DG/OPGI/2022
NIF: 38 01 00 87 101
TISSEMSILT LE
2022 م ت ع ل / م ت ع ل / 2022

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DES CAPACITES MINIMALES N°: 02/2022**

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Tissemsilt lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales pour le projet suivant:

Commune	Programme	Projet	Condition d'éligibilités
Tissemsilt	Programme RHP des 1000 logts année 2014	Réalisation des Travaux d'Achèvement des 100/1000 Logements Publics Locatifs en T.C.E. y compris VRD Lot N° 02.	- Certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie (04) Quatre et plus (activité principale bâtiment) - un cumul de chiffre d'affaire de 100 000 000,00 DA de trois dernières années. - Ayant réalisé un projet de 100 logements et plus

Les entreprises ayant Certificat de qualification et de classification professionnelle et intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le cahier des charges (candidature, technique et financier) auprès de la Direction générale de l'OPGI de Tissemsilt sise Boulevard de l'Indépendance-Tissemsilt, contre paiement (reçu de versement), représentant les frais de reproduction non remboursable. 5.000,00 DA. Concernant le cahier des charges.

Modalité de présentation de l'offre :
1/ **Le dossier de candidature :**
Le dossier de candidature doit être inséré dans une enveloppe fermée et cachetée portant la mention: "Dossier de candidature" contenant les documents suivants:
❖ Déclaration de candidature remplie, cachetée, datée et signée par le soumissionnaire.
❖ Déclaration de prohibé remplie, cachetée, datée et signée par le soumissionnaire.
❖ Statut de la société.
❖ Les documents relatifs aux pouvoirs habilitants les personnes à engager (en cours de validité)
❖ Copie de Certificat de qualification et de classification professionnelle (en cours de validité)
❖ Liste des cadres de l'entreprise (Ingénieurs, Techniciens) qui seront chargés du suivi de la réalisation du projet justifiée par l'attestation d'affiliation à la caisse de sécurité sociale délivrées dans la période de préparation des offres et accompagnées des diplômes.
❖ Liste des ressources humaine déclarés et visé dans la période de préparation des offres auprès de la caisse de sécurité sociale (attestation de mise à jour).
❖ Liste des moyens matériels justifiés par les cartes grises ou jaunes, accompagné par les attestations d'assurances en cours de validités à la date de dépôt des offres.
❖ Références professionnelles (attestations des projets réalisés dans le domaine du Bâtiment, aménagement extérieur et VRD) délivrées par les maîtres d'ouvrages publics, comportant le n° d'enregistrement et la nature des travaux et le montant, la date de signature, et le nom et prénom et la fonction du signataire).
2/ **L'Offre technique :**
L'offre technique doit être insérée dans une enveloppe fermée et cachetée portant la mention: "Offre technique" contenant les documents suivants:
❖ Déclaration à souscrire remplie, cachetée, datée et signée par le soumissionnaire.
❖ Cahier des charges (partie technique) rempli, daté, cacheté et signé par le soumissionnaire avec paraphe sur toutes les pages; et la dernière page doit comporter la mention " lu et accepté manuscrite".
3/ **L'Offre financière :**
L'offre financière doit être insérée dans une enveloppe fermée et cachetée portant la mention: "Offre financière" contenant les documents suivants:
Lettre de soumission, remplie, datée, cachetée et signée par le soumissionnaire.

OPGI de Tissemsilt, Rue de l'Indépendance-BP 463-Tel:046.57.63.11/57.63.14-Fax:046.57.63.07-OPGI 36@hotmail.com

Bordereau des prix unitaires, rempli, daté, cacheté et signé par le soumissionnaire.
❖ Devis quantitatif et estimatif rempli, daté, cacheté et signé par le soumissionnaire et paraphé sur toutes les pages.
❖ Planning de réalisation des travaux (délais en mois) rempli, daté, cacheté, et signé par le soumissionnaire.

Présentation de l'offre :
Les trois enveloppes (dossier de candidature, offre technique et offre financière) devront être insérées dans une seule enveloppe extérieure anonyme et scellée ne portant que la mention suivante:
A Monsieur le Directeur Général de l'OPGI de la Wilaya de Tissemsilt
Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales N°02/2022
Projet: Réalisation des Travaux d'Achèvement des 100/1000 Logements Publics Locatifs en T.C.E. y compris VRD Lot N° 02 à Tissemsilt, (Programme RHP des 1000 logts année 2014)
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixée à **Quinze jours (15 jours)** jusqu'à 12.00 heures à partir de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
L'offre devra être déposée auprès du secrétariat de la direction générale de l'OPGI de Tissemsilt sise à Boulevard de l'Indépendance, le dernier jour de la durée fixée pour la préparation des offres entre 08.00 heures du matin et 12.00 Heures.
L'ouverture des plis (dossiers de candidature, offres technique et financière) aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13.00 heures, en séance publique, au siège de la Direction Générale de l'OPGI de Tissemsilt Boulevard de l'Indépendance.
Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de **90 jours** + durée de préparation des offres.

TRANSACTION D'ALGERIE N° 4164/28-04-2022 ANEP N°22 16008 048

ORAN

RÉCUPÉRATION DE 49 TERRAINS D'ASSIETTE D'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL INEXPLOITÉS



ment aux directives du ministère de tutelle, qui insistent sur la nécessité d'accélérer la cadence dans le traitement et l'octroi des autorisations aux agriculteurs", a souligné M. Lebgaa. Une commission se réunit pour l'étude des dossiers tous les 15 jours, ce qui a significativement réduit les délais de traitement, a indiqué le directeur des ressources en eau, déclarant que la commission essaie d'être "large que possible" suivant la réglementation. M. Lebgaa a, par ailleurs, expliqué que les cas ayant un avis défavorable peuvent déposer des recours pour réexamen de leurs dossiers. Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni avait adressé, en février, une instruction au Directeur général de l'Agence nationale des ressources en eau, ainsi qu'aux directeurs locaux du secteur pour prendre toutes les mesures d'accélérer "au maximum" la cadence de traitement et d'octroi des autorisations de forage au profit des agriculteurs. Cette instruction est intervenue au regard de la demande croissante d'autorisations de forage des puits, dans le cadre des investissements agricoles à travers les différentes wilayas du pays. Elle s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur pour lever les obstacles bureaucratiques qui entravent l'octroi des autorisations de forage des puits au profit des agriculteurs, ce qui contribuera à relever le niveau de production pendant la saison agricole en cours, a-t-on rappelé.

APS

TIZI-OUZOU PLUS DE 200 PROJETS DE DÉVELOPPEMENTS INSCRITS EN 2022

■ Pas moins de 214 opérations de développements sont inscrites au programme prévisionnel de l'année en cours 2022 à Tizi-Ouzou, a indiqué, en Conseil de wilaya, le wali Djillali Doumi. D'un coût global de 3,4 milliards DA, ces opérations concernent 5 secteurs dont l'éducation nationale, le secteur de l'hydraulique, la jeunesse et la santé ainsi que les équipements publics qui se taillent la part du lion avec 103 opérations. La rencontre a permis de "faire le point et évaluer l'état d'avancement des procédures des différents servir pour la concrétisation de ces projets de développements", a souligné M. Doumi qui a ajouté que l'ensemble des procédures seront menées à termes d'ici un mois, notamment, pour les grands projets. Il a cité, à ce propos, la réalisation du nouveau complexe mère-enfant dont a bénéficié la wilaya, le chantier de réhabilitation des chaînes de distribution d'eau potable et la réhabilitation des infrastructures éducatives. Lors de ce Conseil, un exposé sur l'état de préparation des examens de fin d'année scolaire, BEM et BAC au niveau de la wilaya, a également été présenté. Pour cette année, la wilaya totalise 33.122 candidats dont 15.166 pour le BEM et 17.856 pour le BAC qui seront, respectivement, répartis à travers 60 et 68 centres d'examens.

APS

Quarante-neuf (49) terrains inexploités octroyés dans le cadre de l'investissement industriel ont été récupérés au niveau de la zone d'activités de la commune de Boutléis (Oran), a-t-on après de la cheffe de Daïra de cette Collectivité locale, Ferouani Fatima. Ces assiettes couvrant une surface de 60 hectares ont été récupérées au niveau de cette zone s'étendant sur 80 has extensible à 120 has, a-t-on indiqué. La cheffe de la daïra a ajouté que depuis la création de cette zone en 2013, seuls deux projets ont été concrétisés. Les autres terrains d'assiettes industrielles sont restés inexploités par leurs propriétaires alors qu'une centrale d'énergie électrique implantée au

sein du site est opérationnelle. Ces terrains ont été récupérés dans le cadre d'une opération d'assainissement du foncier industriel destiné à l'investissement. L'opération est suivie par le comité de wilaya du foncier industriel afin de régulariser la situation des assiettes et de veiller au respect des engagements formulés par les investisseurs, a-t-on rappelé. La direction locale de l'industrie a reçu plusieurs demandes d'investissement dans différents secteurs, notamment les industries de transformation, l'agroalimentaire et la production pharmaceutique. Ces demandes sont au stade d'étude. La wilaya d'Oran compte 5 zones industrielles et 35 zones d'activités, rappelle-t-on.

89 autorisations de forage attribuées depuis le début d'année en cours

Pas moins de 89 autorisations de forages ont été attribuées depuis le début d'année en cours à des agriculteurs dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau. L'a direction des ressources en eau, qui œuvre à traiter les dossiers dans les plus brefs délais, a reçu 161 dossiers depuis le début d'année, a fait savoir son responsable, Mustapha Lebgaa, indiquant que 126 dossiers ont traités (89 avis favorables et 37 avis défavorables) et 35 sont à l'étude. "Nous essayons de traiter les dossiers le plus rapidement possible, conformément

MEDEA

RECENSEMENT EN COURS DES EXPLOITATIONS DE PRODUCTION DE CÉRÉALES

Des commissions de daïras sont à pieds d'œuvre depuis quelques jours à travers la wilaya de Médéa pour recenser les exploitations de production de céréales et établir un tableau de bord de moyens et capacités de ces entités agricoles, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Ce travail de recensement intervient après l'installation de la commission de wilaya chargée du recensement et de

l'exploitation des productions céréalières, a indiqué le directeur des services agricoles, Kaddour Ayed, ajoutant qu'un listing des exploitations agricoles spécialisées dans la production céréalière, ainsi qu'un recensement des superficies consacrées à ces cultures et des prévisions de production, sera mené sur le terrain par les commissions de daïra. Plusieurs exploitations agricoles ont fait l'objet de visite d'inspection de ces commis-

sions, depuis l'installation, la mi-avril de la commission de wilaya, et ont déjà ciblé des exploitations situées dans les communes de Bouskène, Aïn-Ouksir, Sidi-Naamane, Guleb-el-kebir, Mezghena, Ouled hellal, Chahbounia, Beni-Slimane et Chellalet-el-Adhaoura, a relevé le directeur. La mission de ces commissions consiste en la collecte de données relatives à la filière céréalière, en terme notamment de superficie, de

production et les variétés cultivées, mais aussi la mise en place d'une plate-forme qui rassemble l'ensemble des informations inhérentes à cette filière. Ces données permettront d'avoir une "meilleure visibilité" sur le plan des capacités de production et des projections futures, selon le même responsable. La commission de wilaya chargée du recensement et de l'exploitation des productions céréalières, présidée par le chef de l'exécutif

APS



CE SITE RECENSE LES PIRES DOSSIERS DES GAFAM

L'ONG Tech Oversight Project propose une page wiki qui liste pas moins de 90 dossiers relatifs aux grands groupes tech mondiaux.

Si vous suivez régulièrement l'actualité des nouvelles technologies, vous savez sans doute que les pratiques des GAFAM sont souvent sujettes à controverse.

Les pratiques monopolistiques des géants de la tech listées dans le détail

Avec l'accumulation de dossiers liés à ces entreprises, on aurait tendance à oublier certains d'entre eux. L'ONG Tech Oversight Project, dont l'action vise à accentuer la régulation de ces grands groupes, nous aide à nous y retrouver grâce à la page Big Tech Wiki. Ce site recense aujourd'hui près de 90 affaires plus ou moins importantes, classées par thème et par entreprise, comme « Les plus gros mensonges au Congrès » ou « Apple et la confidentialité ». Cela va des pressions faites sur les gouvernements

aux actions jugées concurrentielles, en passant par l'arrivée des GAFAM dans les services financiers, ou encore les mensonges proférés par leurs dirigeants ou représentants devant le Congrès américain ou les instances de régulation. Le site liste également les activités et déclarations de lobbys moins connus du grand public et employés par les GAFAM dans les chambres du pouvoir pour appuyer des décisions et des projets de loi favorables à leurs intérêts. Chaque thème renvoie à une liste de faits et de déclarations présentées sous forme chronologique. Des sources sont présentes en bas de chaque page pour justifier les différents éléments présentés.

Une liste non exhaustive qui sera mise à jour en fonction de l'actualité des GAFAM

Par cette page, conçue pour être la plus accessible possible au

grand public, l'organisation souhaite alerter sur la situation de monopole de ces entreprises, parmi les plus riches et les puissantes du monde, et les conséquences de leur position vis-à-vis de la société. « L'objectif est de fournir une référence encyclopédique à ceux qui cherchent à en savoir un peu plus sur le contexte et l'histoire des Big Tech. Nous voulions également rappeler aux gens leur comportement en tant que puissances monopolistiques », explique notamment Sacha Haworth, directeur exécutif de Tech Oversight Project à nos confrères de Gizmodo. Si ce wiki est déjà très fourni, l'ONG indique que ce n'est que le début et que le site sera très prochainement enrichi de nouvelles entrées pour suivre l'actualité pas forcément reluisante des GAFAM dans les moindres détails.

Clubic

APPLE SUPPRIMERAIT TOUTE APPLICATION N'AYANT PAS ÉTÉ MISE À JOUR DEPUIS 2 ANS

C'est une nouvelle directive d'Apple qui risque de ne pas plaire aux développeurs d'applications et de jeux mobiles. En effet, la marque américaine va bientôt faire le ménage parmi les apps qui ne sont plus mises à jour. L'alerte a été donnée sur les réseaux sociaux par plusieurs développeurs de jeux indépendants. Dernièrement, Apple a envoyé un e-mail aux créateurs de contenu à destination de l'App Store. Partagé par Protopop Games, le message indique clairement

qu'une grosse vague de suppressions d'applications risque d'avoir lieu dans peu de temps.

Un nettoyage de printemps qui passe mal

Dans son communiqué, Apple exprime sa volonté d'améliorer la navigation sur l'App Store en supprimant « les applications qui n'ont pas été mises à jour depuis un certain temps ». Dans son tweet, Protopop Games explique que son jeu gratuit Motivoto est dans le viseur d'Apple car celui-ci n'a plus reçu de patch depuis plus de deux ans. Pour éviter

de voir sa création disparaître, le développeur doit impérativement soumettre une mise à jour dans les 30 jours. Enfin, Apple ajoute vouloir « mettre en œuvre un processus d'évaluation des applications, afin de supprimer les applications qui ne fonctionnent plus normalement, ne suivent pas les directives de révision actuelles ou qui sont obsolètes ». Toutes les apps qui ne respectent pas ce cahier des charges et qui ne prennent plus en charge les versions récentes d'iOS seront donc retirées de l'App Store.

Clubic

APPLE DÉBRANCHE MACOS SERVER

■ Le 21 avril dernier, et après 23 ans de bons et loyaux services, Apple a annoncé la fin définitive de macOS Server... En effet, macOS Server ne sera désormais plus compatible avec les futures versions de macOS !

La fin d'une ère pour macOS Server

Si jusqu'à présent vous n'aviez encore jamais entendu parler de macOS Server, retenez qu'il s'agit d'un logiciel permettant de configurer et gérer plusieurs ordinateurs et autres appareils iOS depuis un seul et même Mac. Celui-ci, essentiellement destiné à un public de professionnels, a d'abord porté le nom de Mac OS X Server, puis de OS X Server, avant de devenir macOS Server en 2016. Mais dans un document publié il y a quelques jours, et après plus de deux décennies d'existence, Apple a officialisé l'arrêt de macOS Server. Force est de constater que depuis l'arrivée de macOS High Sierra, macOS Server a peu à peu perdu en intérêt tant nombre de ses fonctionnalités les plus populaires (serveur de cache, serveur de partage de fichiers et serveur Time Machine) ont finalement migré vers le système d'exploitation macOS. Après avoir manifesté une perte de vitesse évidente (et progressive) au cours de ces dernières années, le débranchement de macOS Server se présente presque, aujourd'hui, comme une évidence. Quoi qu'il en soit, notez qu'il sera tout de même toujours possible de télécharger macOS Server depuis macOS Monterey sur le Mac App Store, au prix de 19,99 \$.

Clubic

ANDROID 14 N'ARRIVERA QUE L'AN PROCHAIN, MAIS NOUS AVONS DÉJÀ SON NOM

■ Le nouvel Android 14 ne sera pas disponible avant fin 2023, mais il semblerait que son appellation ait déjà fuité. Et comme toujours, le petit nom donné en interne à cette nouvelle version d'Android est d'origine sucrée.

Un air de gâteau renversé pour Android 14

Il fut un temps où Google prenait plaisir à baptiser ses versions d'Android à partir de desserts, en suivant l'ordre alphabétique. Tout a débuté avec Android 1.5 Cupcake, puis la version 1.6 Donut, avant Éclair, Froyo, Gingerbread, Honeycomb... Depuis Android 10, Google a pris la décision de numéroter son système d'exploitation, à la manière d'Apple et iOS. Toutefois, en interne, on a conservé cette tradition, et si le nouvel Android 13 est baptisé « Tiramisu », le futur Android 14 va quant à lui disposer d'une appellation débutant par la lettre « U ». Aussi, c'est le nom « UpsideDownCake » qui a été retenu par Google, ce dernier désignant un gâteau renversé, soit un gâteau qui est cuit « à l'envers » dans un seul moule. Comme c'est le cas depuis 2019, Google ne devrait pas utiliser publiquement cette appellation « UpsideDownCake » pour désigner la mise à jour Android. Selon toute vraisemblance, le géant américain devrait déployer Android 14 en 2023, mais il doit pour l'heure se focaliser sur Android 13, dont la version finale est attendue dans quelques mois.

Clubic

Condition générales de banque

1-PARTICULIERS

A-LA BANQUE AU QUOTIDIEN	
Frais de gestion et de tenue de compte	
Ouverture de compte et délivrance de chèque	Gratuit
Ouverture de compte sur livret	Gratuit
Tenue de compte devises	Gratuit
Tenue de compte courant	450/trimestre
Tenue de compte CEDAC	600/trimestre
Procuration/mandataires	500
Clôture de compte	Gratuit
B-LES OPERATIONS EN ALGERIE	
1-les encaissements	
<i>opération de caisse et de portefeuille au crédit</i>	
Versement espèce dans l'agence domiciliataire (Titulaire ou Tiers)	Gratuit
Versement espèce effectué dans une autre agence Société Générale Algérie (Titulaire 1% ou Tiers)	0,1% (Min 1000, Max 10 000)
Virement reçu d'une autre agence Société Générale Algérie	Gratuit
Virement reçu autres banques	Gratuit
Virement reçu (CCP/ trésor public / trésor Wilaya)	Gratuit
Virement reçu ARTS	1 000
Encaissement de chèque tiré sur une autre banque	200
Encaissement de chèque sur l'étranger	4500 + Frais du correspondant
Encaissement de billet à ordre	Sur caisses: 120 Sur banque: 320
Remise de billet à ordre à l'encaissement	240 par billet à ordre
Remise de billet à ordre à l'escompte	450 par remise
2-Les règlements	
<i>Opérations de caisse et de portefeuille au débit</i>	
<i>opération de virements</i>	
Virement de compte à compte même agence	Gratuit
Virement ordonne en faveur d'un client d'une autre agence Société Générale Algérie	Gratuit
Virement ordonné en faveur d'un client d'une autre banque et CCP	220
Emission de virement ARTS	1000 jusqu'à 1 Million 1500 pour les montants supérieurs à 1 Million
Ouverture de dossier de virements permanents	Gratuit
Virements permanents même agence	Gratuit
Virements permanents autre agence	Gratuit
Virement devise ordonné sur autre banque par compensation	1100
Opérations sur chèques	
Emission de chèque de banque pour un client Société Générale Algérie	850
Emission de chèque de banque pour un non client Société Générale Algérie	1 500
Annulation de chèque de banque	800
Paiement de chèque à un tiers au guichet (retrait espèces)	Gratuit
Ouverture de dossier de rejet de chèque auprès de la centrale des impayés	3 000
Retour chèque impayé inter agence	Gratuit
Retour chèque impayé autre banque	300
Rejet chèque pour motif défaut de provision	1 250
Rejet de chèque pour autre motif (y compris lettre d'injonction)	600
Opposition sur chèque/ chéquier	700
Autres	
Retraits espèces auprès de l'agence domiciliataire pour tout montant	Gratuit
Retraits espèces aux guichets d'une autre agence Société Générale Algérie	Jusqu'à 250 000 : 200 Au-delà : 350
Mise à disposition dans une autre agence Société Générale Algérie	1500
Allocation touristique	1 000
3-Autres services	
Virement reçu Western Union	Frais payés à l'envoi par l'expéditeur
Réception de virement par i-transfert	5 Euro (à la charge du récepteur)
4- Rémunération et gestion de trésorerie	
Dépôts, en devises	
Compte devise à vue et à terme (min 3 mois)	Taux fixé trimestriellement par la Banque d'Algérie
Dépôts en dinars	
Dépôts à terme et Bons de Caisse	Rémunération en fonction des conditions du marché*

*Les intérêts sont servis semestriellement et leurs taux sont progressifs par paliers de montants

Epargne Meftah	
Frais d'abonnement	Gratuit
Virement de compte à compte même agence	Gratuit
Virement ordonné en faveur d'un client d'une autre agence	Gratuit
Rémunération de l'épargne	2 % /An
Compte Epargne Kenzi	Jusqu'à 20 Millions DZD : 1,75 % l'An > 20 Millions DZD et < 50 Millions DZD : 2,2 % l'An > 50 millions DZD : 2,8 % l'An
Compte Epargne Kenzi +	
Compte Epargne Logement Rezki	2%/An
Compte Epargne Logement Rezki +	2%/An (le montant des intérêts est doublé dans la limite de 1million de DZD, si le compte est maintenu au min 5 ans)
Compte Epargne Etudes Meftah Najahi	2,5%/An
Autres services	
Opposition sur Bons de Caisse	5000/Bon
Remboursement anticipé des Bons de Caisse	Indemnisation de rupture : 1% de moins sur taux de la période courue
C- les opérations avec l'étranger	
Transfert devises vers l'étranger	0,25% sur le montant du transfert avec un min de 2 000 + 1 000 frais Swift
Rapatriements (tous type)	Gratuit
Opérations de change manuel : marge appliquée sur le cours de la banque d'algérie	1% max pour les opérations de change sur EUR et USD 1,25 % max pour les opérations de change sur autres devises
D- LES PRETS	
Prêt Immobilier	
Frais de dossier	1% du montant du crédit (Min 9 990, Max 100 000)
Pénalité échange impayée	Taux contractuel + 2% de pénalité + 500 de frais
E-les services de banque a distance	
SG@NET	150/ mois
SOGELINE	55/mois
MESSAGI	99/mois
F-MOYENS DE PAIEMENT	
Carte de retrait TEM TEM	
Abonnement carte TEM TEM	150 / an
Re-fabrication carte TEM TEM en cours de validité	150
Réédition du code secret carte TEM TEM	160
Carte de paiement/retrait: CIB CLASSIC	
Abonnement carte CIB CLASSIC	350/ an
Re-fabrication carte CIB CLASSIC en cours de validité	300
Réédition du code secret carte CLASSIC	160
Carte de retrait PERLE	
Abonnement carte PERLE	350/ an
Re-fabrication carte PERLE en cours de validité	300/ an
Réédition du code secret carte PERLE	160
Carte de paiement / retrait CIB GOLD	
Abonnement carte CIB GOLO	550/an
Re-fabrication carte CIB GOLD en cours de validité	300
Réédition du code secret carte CIB GOLD	160
Opérations diverses sur carte	
Opposition sur carte	300
Résiliation de la carte à la demande du client	Gratuit
Contestation non justifiée des clients sur opérations de carte	1500
Retrait d'espèces sur distributeur Société Générale Algérie	20
Retrait d'espèces sur distributeur autre banque	25
Retrait entraînant le compte débiteur	500
Mise en exception négative	100
Levée d'exception négative	100
Consultation de solde	10 /Distributeur Société Générale Algérie
G. Frais divers	
Fax ou téléphone sur le territoire national	100 / page ou appel
Fax ou téléphone sur l'international	500
Photocopies	50 / feuille
Recherche de document (moins d'un an)	1000 /dossier
Recherche de document (plus d'un an)	3 000 /dossier
Duplicata (avis de débit, crédit...)	150/avis
Relevé de compte trimestriel envoyé par courrier	Gratuit
Relevé de compte supplémentaire retiré au guichet	250/ Relevé
Attestation (tous types)	2 500
Saisie Arrêt reçue	2 100
Avis à Tiers Détenteur	2 100
Frais d'authentification de signature	1500
Ouverture dossier succession	5 000

M'SILA

MISE EN SERVICE ET LANCEMENT DE PLUSIEURS PROJETS

Une centaine de projets ont été lancés et 27 autres ont été mis en service dans plusieurs régions de la wilaya de M'sila, a déclaré à l'APS le wali, Abdelkader Djellaoui. Le premier responsable de l'exécutif de la wilaya de M'sila a indiqué, à l'occasion de l'inauguration de plusieurs projets dans la commune de Djebel Messaâd, que les projets mis en service sont financés par les programmes communaux de développement (PCD) 2021 et que les 95 projets lancés sont financés dans le cadre des PCD 2022. Ces projets puisés des plans communaux de développement au profit de la wilaya pour les années 2021 et 2022, portent sur les ressources en eau, la santé, l'éducation les travaux publics, la lutte contre les feux de forêts et l'énergie, a précisé le même responsable depuis la commune de Djebel Messaâd, où il a donné le coup d'envoi pour la mise en service de ces projets. Il a ajouté, dans ce contexte, que ces derniers ont nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 950 millions de dinars. Afin de réceptionner les projets lancés dans les délais, M.Djellaoui a instruit les responsables locaux de les confier rapidement aux entreprises de réalisation d'une part et de veiller au suivi rigoureux des travaux. Djellaoui a rappelé, à l'occasion de sa visite à Djebel Messaâd, le



programme tracé par les autorités de la wilaya pour la lutte contre les feux de forêts à travers l'installation de comités de vigilance et le choix du terrain pour l'atterrissage des hélicoptères spécialisés dans l'extinction des feux de forêts au niveau de la commune de Tamsa.

Vers l'ouverture de 50 km de pistes forestières en 2022

Un projet portant ouverture de 50 km de pistes forestières à M'sila sera concrétisé en 2022, ont annoncé les services de la wilaya. "Ce projet qui touchera plus de 15 communes aura des retombées socio-économiques importantes pour les populations riveraines", ont assuré les services de la wilaya, faisant état dans ce contexte de la création d'emplois à la faveur de la réalisation de ce projet, notamment

dans les zones concernées par le programme de développement rural. Les mêmes services ont souligné l'importance de ce projet dans la lutte contre les incendies de forêts et la facilitation de la réalisation des travaux d'entretien du patrimoine forestier et de reboisement. "Ce projet contribuera également à la valorisation des produits forestiers, en particulier le bois et l'Alfa, ainsi qu'à l'exploitation de certains gisements de pierres", a-t-on ajouté, soulignant qu'un volume de 3000 m3 de pierres est exploité chaque année par des entreprises locales. La Conservation des forêts qui n'a enregistré en 2021 aucun feu de forêt à M'sila, intensifie en parallèle les actions de contrôle à travers le patrimoine forestier de la wilaya pour le préserver, a-t-on noté.

APS

TEBESSA

UN PLAN D'ACTION POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES INCENDIES DE FORÊTS

La Conservation des forêts de la wilaya de Tébessa a élaboré un plan d'action pour prévenir et lutter contre les incendies de forêts en coordination avec les secteurs concernés, et dont l'exécution est supervisée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, a-t-on appris auprès de la Conservation. Dans une déclaration à l'APS, le chef de service de la protection de la faune et la flore de la Conservation des forêts, Salah Eddine Sekiou a indiqué que ce plan approuvé par les autorités de la wilaya de Tébessa, comprend l'installation de 12 comités de daira opérationnels, 28 comités communaux, ainsi que 102 comités de riverains mobilisés pour signaler le déclenchement d'un incendie et intervenir pour éteindre les flammes. M.Sekiou a ajouté, dans ce contexte, que la Conservation des forêts de la wilaya a été récemment renforcée par huit (8) nouveaux véhicules pour éteindre les

feux de forêt et les récoltes agricoles. "Ces véhicules ont été équipés de moyens modernes pour éteindre les incendies et capables d'atteindre les zones accidentées et difficiles", a-t-il précisé, soulignant qu'ils seront mis en service durant la saison de lutte contre les feux de forêt qui s'étend entre le 1er juillet et le 31 octobre. S'agissant des travaux préventifs, la même source a indiqué que 64 km de bordures de la protection de la faune et la flore de la Conservation des forêts, 30 autres km par les assemblées populaires communales (APC), et 6.745 ha par les agriculteurs à travers toutes les communes de la wilaya. Aussi, 127 km de travaux préventifs ont été réalisés par la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Tébessa en dessous des lignes électriques à haute et moyenne tensions, tandis que 53 km de bordures des voies de chemin de fer ont été aménagés par la Société nationale des transports ferroviaires, a-t-on noté. De son côté, la

Conservation des forêts de Tébessa a aménagé près de 500 ha de pistes forestières, ouvert 22 km de pistes et aménagé 30 km de pistes, a ajouté le même responsable, notant que 35 points d'eau ont également été mis en place. M. Sekiou a fait savoir, en outre, que 37 agents ont été mobilisés et répartis sur 9 équipes mobiles, et 19 autres agents répartis sur 6 équipes d'intervention, en plus de 200 agents pour effectuer des travaux forestiers dans le cadre de 27 ateliers qui interviennent également en cas d'incendie. En outre, 55 saisonniers ont été recrutés au titre de cette saison de lutte contre les feux de forêts, dont la plupart sont des habitants des zones forestières, a-t-il indiqué. Pour rappel, la Conservation des forêts de la wilaya de Tébessa a enregistré l'année dernière 39 incendies ayant nécessité 90 interventions, a rappelé le même responsable, soulignant que 482 ha de couvert forestier ont été ravagés par les flammes.

APS

MOSTAGANEM LA PROFONDEUR DES RELATIONS ALGÉRO-AFRICAINES ET ARABES A ÉTÉ SOULIGNÉE

Les participants à une rencontre d'étudiants africains et arabes à l'Université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem ont souligné la profondeur des relations qui lient l'Algérie aux pays africains et arabes. L'ambassadeur du Zimbabwe en Algérie, Vusumuzi Ntonga a souligné, lors de cette rencontre, organisée dans la soirée du samedi, que les relations qui lient l'Algérie aux pays africains sont "profondes" et remontent à plusieurs années à travers son soutien aux mouvements de libération nationale. Après avoir salué les relations existant entre l'Algérie et son pays, le diplomate zimbabwéen a souligné que la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation des étudiants universitaires africains confirme et consolide leur dimension solidaire et humaine. Il a ajouté que cette coopération bilatérale permet de découvrir les capacités de la jeunesse africaine, aider cette dernière à transférer les expériences acquises dans leurs pays et à faire connaître le potentiel de l'économie algérienne. Pour sa part, le président du Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement, Amine Boutalbi a indiqué que cette initiative rassemble les étudiants qui représentent l'avenir de l'Afrique avec les industriels algériens comme elle confirme l'importance qu'accorde l'Algérie et ses entreprises économiques au renforcement des relations multiformes avec les pays africains. M. Boutalbi a déclaré que cette rencontre reflète cette orientation stratégique et affirme les dimensions culturelles et humaines de l'Algérie dans son environnement arabe et africain ainsi que son engagement et son souci constant de relever ses principaux défis, dont le développement socio-économique.

APS

SETIF REMISE DE 96 PERMIS DE CONSTRUIRE AU PROFIT D'INVESTISSEURS

Au total, 96 permis de construire ont été remis dans la wilaya de Sétif à des investisseurs durant la période comprise entre avril 2021 et fin février 2022 pour leur permettre de concrétiser leurs projets, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ces permis ont été remis en trois étapes par la cellule créée au niveau de la wilaya et chargée de l'étude des dossiers de permis de construire des investisseurs, ont indiqué à l'APS les mêmes services. Pas moins de 1000 emplois ont été générés par les chantiers de réalisation de ces projets d'investissement, dont l'entrée en activité est appelée à créer près de 6.000 postes de travail permanent, a souligné la même source. Durant la même période, 54 autres investisseurs ont reçu des arrêtés de concession actualisés leur permettant de changer leur activité initiale, a relevé la même source qui a précisé que parmi eux 18 investisseurs ont démarré leurs activités. Cette opération s'inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, préconisant la levée des entraves techniques et administratives rencontrées par les investisseurs et favoriser la relance économique, selon les services de la wilaya qui ont indiqué que "depuis 2018 aucun permis de construire n'avait été délivré". Cette initiative a été bien accueillie par les investisseurs et les hommes d'affaires surtout qu'elle adresse un message d'espoir aux jeunes demandeurs d'emploi, a-t-on noté. De son côté, le président de la Chambre du commerce et d'industrie CCI El-Hidhab, Ali Mansouri, a considéré que l'opération rentre dans le cadre des efforts de l'Etat visant à encourager l'investissement et assurer une nouvelle relance économique.

APS

Condition générales de banque

2-PROFESSIONNELS

A- LA BANQUE AU QUOTIDIEN	
Frais de gestion et de tenue de compte	Gratuit
Ouverture de compte et délivrance de chéquier	Gratuit
Commissions de mouvements de compte sur compte en dinars DZD	0,05 calculée sur le mouvement débiteur commercial enregistré sur le compte (Plafond : 12 000 / Trimestre)
Tenue de compte devises	Gratuit
Tenue de compte CEDAC	1000 Trimestre + 0,05 % calculé sur le mouvement débiteur commercial enregistré sur le compte (Plafond : 3500 / Trimestre)
Tenue de compte INR	2 000 / Trimestre
Arrêtés de compte (frais fixes)	250/mois
Procuration/mandataires	500
Clôture de compte	Gratuit

B- LES OPERATIONS EN ALGERIE

1-Les encaissements	
<i>Opérations de caisse et de portefeuille au crédit</i>	
Versement espèce dans l'agence domiciliaire (Titulaire ou Tiers)	Gratuit
Versement espèce effectué dans une autre agence Société Générale Algérie (Titulaire ou Tiers)	0,1% (Min 1000, Max 10 000)
Virement reçu d'une autre agence Société Générale Algérie	Gratuit
Virement reçu autres banques	Gratuit
Virement reçu (CCP/ trésor public/ trésor Wilaya)	Gratuit
Virement reçu ARTS	Gratuit
Encaissement de chèque tiré sur les caisses Société Générale Algérie	Gratuit
Encaissement de chèque tiré sur une autre banque	220
Encaissement d'effets tirés sur les caisses Société Générale Algérie	300/effet
Encaissement d'effets sur autre banque	300/effet
Remise d'effets	300/effet

2-Les règlements

<i>Opérations de caisse et de portefeuille au débit</i>	
<i>Opérations de virements</i>	
Virement de compte à compte même agence	Gratuit
Virement ordonné en faveur d'un client d'une autre agence Société Générale Algérie	100
Virement ordonné en faveur d'un client d'une autre banque et CCP	220
Emission de virement ARTS	0,05% (Min 1500, Max 5 000)
Ouverture de dossier de virements permanents	1000 / Par ouverture de dossier
Virements multiples vers une autre banque ou CCP	20/ bénéficiaire
Forfait sur opération de virements multiples	500
Virement devise ordonné sur autre banque par compensation	1 100
Vir Express	300

<i>Opérations sur chèques</i>	
Emission de chèque de banque pour un client Société Générale Algérie	850
Emission de chèque de banque pour un non client Société Générale Algérie	1500
Annulation de chèque de banque	800
Ouverture de dossier de rejet de chèque auprès de la centrale des impayés	3 000
Retour chèque impayé inter agence	Gratuit
Retour chèque impayé autre banque	Gratuit
Rejet chèque pour motif défaut de provision	1 250
Rejet de chèque pour autre motif (y compris lettre d'injonction)	600
Opposition sur chèque/ chéquier	1200 / Opposition
<i>Autres</i>	
Retraits espèces auprès de l'agence domiciliaire pour tout montant	Gratuit
Retraits espèces aux guichets d'une autre agence Société Générale Algérie	Gratuit 1000 si retrait > 50 000
Mise à disposition dans une autre agence Société Générale Algérie	1500
Effet remis à l'escompte par client Société Générale Algérie retourné impayé	2200
Effet émis par client Société Générale Algérie retourné impayé	2200
Effet remis à l'encaissement par client Société Générale Algérie retourné impayé	1200
Allocation en devises pour missions professionnelles à l'étranger	5000 / An pour constitution du dossier + 1000 par personne

3- Rémunération et gestion de trésorerie	
Dépôts en devises	
Compte devise à vue et à terme (min 3 mois)	Taux fixé trimestriellement par la Banque d'Algérie
Dépôts en dinars	
Dépôts à terme et Bons de Caisse	Rémunération en fonction des conditions du marché*

Les intérêts sont servis semestriellement et leurs taux sont progressifs par paliers de montants

Autres services	
Opposition sur Bons de Caisse	5 000 / Bon
Remboursement anticipé des Bons de Caisse	Indemnisation de rupture : 1% de moins sur taux de la période courue

C- Les opérations avec l'étranger

1-Commissions diverses	
Domiciliation Import Marchandises	3 00
Domiciliation Import Services	3 000
Domiciliation Export	3 300
Annulation Domiciliation	Gratuit
Transfert en exécution de tous types de règlements (y compris transfert de dividende) et opération de change commercial	0,25% avec min 2500 DZD + 2500 DZD de frais de Swift + 0,10% sur le montant du transfert (Commission due réglementairement à la BA, taux actuellement en vigueur)
Rapatriement en exécution de tous types de règlements	2000
Commission sur rapatriement de fonds - Opérations courantes et non courantes	1% Max, pour les opérations de change sur Euro et USD 1,25% Max, pour les opérations de change sur autres devises
Encaissement de chèque sur l'étranger	1500 + frais de courrier

2. Crédit documentaire

<i>Import</i>	
Ouverture d'un crédit documentaire	3000 + 2500 frais de Swift
Modification ou annulation	3000
Engagement CREDOC à vue ou avec différé de règlement	0,25% par trimestre mobile indivisible sur le montant provisionné avec min 2500 0,65% par trimestre mobile indivisible sur le montant non provisionné avec min 2500
Levée de document si conforme	Gratuit
Frais de correspondant	Selon les conditions du correspondant
Rémunération de la provision sur crédit documentaire	Selon les conditions réglementaires
<i>Export</i>	
Confirmation	Taux négocié selon risques pays et banque (min 8 500/Trim.)
Notification de l'ouverture	5 000
Modification ou annulation	5000 + 4 500 frais Swift
Annulation d'un crédit documentaire confirmé	6000 + 4 500 frais Swift
Examen et envoi des documents	5 000

Condition générales de banque

2-PROFESSIONNELS

3. Remise documentaire	
<i>Import</i>	
Ouverture d'une remise documentaire	Gratuit
Commission d'acceptation	3000
Modification /Annulation	Gratuit
<i>Export</i>	
Ouverture d'une remise documentaire	5 000
Modification	5 500
Annulation	2 500
Envoi de documents à la banque du tiré	0,1% (min. 1000) + frais de courrier
Avis de sort	3000 + 4500 de frais de swift

4- Garanties internationales - Émission d'une garantie ou d'une Standby

Lettre de crédit	0,25% par trimestre mobile indivisible sur le montant provisionné avec min 2500 0,65% par trimestre mobile indivisible sur le montant non provisionné avec min 2500
Frais de réémission d'une garantie contre garantie par une banque étrangère de premier ordre	Selon risque de contrepartie

D-Opérations de financement

Etude de réactualisation des dossiers administratifs et financiers hors dossier financement structuré	1% (Min 20 000, Max 150 000)
Introduction d'une Demande de Concours Ponctuels -DCP	1% (Min 5 000, Max 50 000)
Prise de garantie	Gratuit
Crédit Moyen Terme	Taux de base Société Générale Algérie + Marge
Financement leasing	Simulation de gré à gré selon montant et durée
Découvert autorisé	Taux de base Société Générale Algérie + Marge
Crédit Spot (mobilisable par tirage billets à 90 jours max)	De gré à gré (selon montant/ durée)
Intérêts débiteurs sur compte (non autorisé)	Taux de base Société Générale Algérie + 5%
Frais sur dépassement solde	325 / Opération Max 1 625 /Jour
Escompte sur traite	Taux de base Société Générale Algérie + Marge
*Le nombre de jours calculé pour l'escompte est égal au nombre de jours	
Avance sur facture ou sur marché (Max 90 jours)	Taux de base Société Générale Algérie + Marge + 3 000 par avance pour Cash Pharm: Taux de base Société Générale Algérie+ Marge + 1000 par avance
Actes préétablis sur cautions	4 000
Actes établis par Société Générale Algérie sur cautions	6 500
Avals	3 500
Caution / aval provisionnée à 100%	1% par an /perçu par trimestre civil indivisible (min 2 500)
Caution / aval provisionnée partiellement	2% par an/perçu par trimestre civil indivisible (min de 2 500)
Caution / Aval non provisionnée	4% par an/perçu par trimestre civil indivisible (min de 2 500)
Gestion d'un compte capital	15 000
Autorisation de crédit consenti (tout type d'engagement)	Gratuit
Non-utilisation du crédit consenti (tout type d'engagement)	Gratuit
Pénalité échéances impayée	Crédit à moyen terme : Taux contractuel + 5% + 5 000 de frais Avances sur factures et crédit Spot : Taux contractuel + 2% + 5 000 de frais
Dossier simplifié (prou. A 100%)	0,1% (Min 15 000, Max 100 000)

E.Les services de Banque à distance	
SG@NET	750/Mois
SOGLINE PRO	185/Mois
Messagi PRO	270/mois
Messagi PRO Swift	240 / Mois

F-Monétique

Installation du Terminal de Paiement Electronique "TPE"	Gratuit
Location du TPE	1500 Mois
Location du TPE GPRS	2 300 Mois
Frais de transaction	-montant de la transaction <2000 :2 -montant de la transaction >2000: 6

G. Frais divers

Fax ou téléphone sur le territoire national	100/Page ou appel
Fax ou téléphone sur l'international	500/Page ou appel
Photocopies	50 / Feuille
Recherche de document (moins d'un an)	1000/Dossier
Recherche de document (plus d'un an)	3 000/Dossier
Duplicata (avis de débit, crédit...)	150 / avis
Duplicata de document d'immatriculation Leasing	2 000 / demande
Relevé de compte trimestriel envoyé par courrier	Gratuit
Relevé de compte supplémentaire retiré au guichet	200/ relevé
Location d'une boîte à courrier	2 500 / An
Attestation tout type (sauf attestation de solvabilité)	2 500
Attestation de solvabilité	20 000
Saisie Arrêt reçue	5 500
Avis à Tiers Détenteur	5 500
Dossier introduit par Société Générale Algérie auprès de la Banque d'Algérie pour le compte du client	Selon la nature et la complexité du dossier (Min 10 000)

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Avril 2022
Valeur : 26 Avril 2022

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	143.6945	143.7095
1	EUR EURO	155.2763	155.3500
1	GBP POUND STERLING	185.5559	185.8472
100	JPY JAPANESE YEN	112.2789	112.3169
1	CNY CHINESE YUAN	22.1980	22.2048
1	CHF SWISS FRANC	150.5285	150.6073
1	CAD CANADIAN DOLLAR	113.7544	113.8023
1	DKK DANISH KRONE	20.8719	20.8759
1	SEK SWEDISH KRONA	15.0685	15.0723
1	NOK NORWEGIAN KRONE	16.0795	16.0855
1	AED UAE DIRHAM	39.1165	39.1302
1	SAR SAUDI RIYAL	38.3134	38.3195
1	KWD KUWAITI DINAR	470.0507	470.7157
1	TND TUNISIAN DNAR	47.8882	48.3392
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.6949	14.6965
1	LYD LIBYAN DNAR	30.4289	30.5849
1	MRU MAURITANIAN OUGUYA	3.9531	3.9535
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	196.3654	196.3654

*NB : - Le tableau reprend les cours commerciaux (monnaies en compte).
Ces cours ne s'appliquent pas au change manuel (billets de banque et chèques de voyage).

Source banque d'algerie